

l'école et la **RÉSISTANCE**

Des jours sombres aux lendemains
de la Libération (1940 - 1945)



CONCOURS NATIONALE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

MUSÉE
DE LA RÉSISTANCE
DE BONDUES

Sommaire

01 - L'école en 1939

02 - Septembre 1939 - Octobre 1940
Une école perturbée

03 - L'école des jours sombres

04 - Une volonté affichée de « revivifier » l'école

05 - La pression de l'occupant sur l'école

Focus n° 1 - Le journal de guerre d'une institutrice
du Nord : Denise Delmas-Decreus

06 - L'école résistante

07 - Enseignants en résistance

Focus n°2 - Le film *Au revoir les enfants* de Louis
Malle

08 - L'école, lieu de refuge et de sauvetage

09 - Lycéens, étudiants et enseignants, victimes de la
répression

10 - Repenser l'école

11 - Refonder l'école à la Libération

12 - L'école, lieu de mémoire et de transmission

Introduction

En lien avec le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2022-2023 : « L'ÉCOLE ET LA RÉSISTANCE. DES JOURS SOMBRES AUX LENDEMAINS DE LA LIBÉRATION (1940-1945) », ...

... l'exposition réalisée par le Musée de la Résistance de Bondues et l'association *Souvenir de la Résistance et des fusillés du Fort de Bondues*, avec la participation de l'AFMD-DT Nord, est destinée aux élèves des établissements qui préparent le CNRD.

Le livret reprend l'essentiel du texte des différents panneaux de l'exposition et quelques documents présentés. Pour compléter l'exposition, ou plutôt la prolonger, nous proposons des « focus » sur des aspects ne pouvant être intégrés dans l'exposition afin d'en privilégier la lisibilité.

ÉQUIPE SCIENTIFIQUE

Pascale Cazeel, Commissaire d'exposition
Marie-Christine Bouche
Claire Crétel-Diest
Guillaume Delhayé
Emmanuel Dhullu
Monique Heddebaut
Odile Louage
Hélène Priego
Pascale Saunier

Livret de visite : Laurette Marotel, professeure missionnée au Musée par le Rectorat et Claire Crétel-Diest

Coordination : Claire Crétel-Diest

Graphisme : Pascal Dupont, directeur artistique chez By Cal

Relecture : Hervé Bouche



Ces deux focus proposent aux élèves (et à leurs enseignants) des pistes pour travailler sur la longue durée ou approfondir la réflexion sur certains aspects dans une démarche interdisciplinaire. Mais aussi à varier les supports utilisés dans le cadre de la préparation aux épreuves individuelles et aux travaux collectifs en s'appuyant sur le PEAC.

Certains termes sont accompagnés d'un astérisque et sont ainsi définis à la fin du livret, où vous trouverez également une bibliographie non exhaustive d'ouvrages portant sur le thème de l'exposition, ainsi qu'une sitographie et une liste de témoignages vidéos de résistants ou déportés disponibles au Musée de la Résistance de Bondues.

L'école en 1939

Un mouvement de fond a lieu après le « traumatisme et [le] brassage social provoqués par la Grande Guerre » (JF. Condette)

1 STRUCTURE DE L'ENSEIGNEMENT APRÈS 1918

La période de l'Entre-deux-guerres voit le passage d'une école « par ordres » :
- ordre du primaire, gratuit
- ordre du secondaire, payant ...
... à une école « par degrés », plus démocratique. Garçons et filles sont séparés et fréquentent des établissements différents.

Tableau des 2 ordres : Malgré ce cloisonnement en ordres, une certaine perméabilité existe.

plus démocratique, visant à intégrer l'ensemble d'une classe d'âge sans considérations sociales. S'inspirant d'expériences telles que l'École des Roches (1899) ou les « *New schools* » britanniques (1890-1920), ils défendent des pédagogies plus actives, où les lettres classiques occupent une place moins préminente.

École maternelle : apport des pédagogies nouvelles (FROEBEL, DECROLY, MONTESSORI) basées sur l'observation de la psychologie enfantine, axées sur le

développement physique, sensoriel et affectif par le jeu, la gymnastique, le dessin.

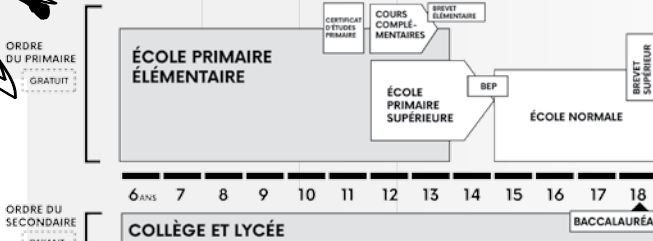
École élémentaire :

apport des Écoles de plein air ouvertes en 1919 et de la

méthode Elise et Célestin FREINET (1920) : méthodes actives et coopératives (journal, correspondance, dessins libres), expériences, autonomie, pluridisciplinarité.

En 1938, le ministère aide à la création de 20 000 coopératives scolaires, lieux d'éducation morale, civique et sociale.

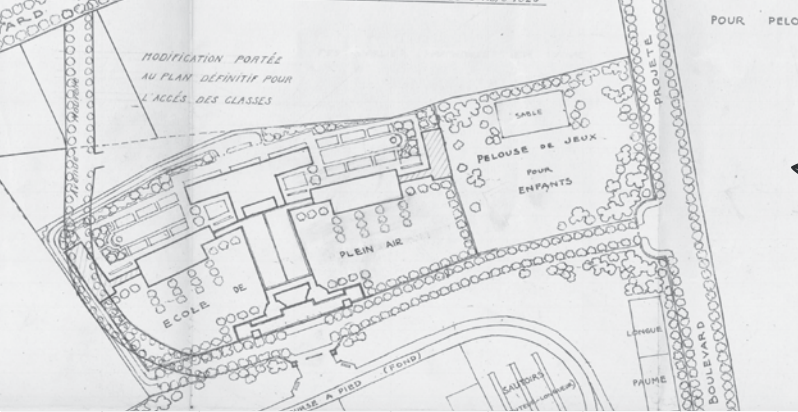
STRUCTURE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC EN 1923



2 L'ENTRE-DEUX-GUERRES : UNE PÉRIODE DE RÉFLEXION ET D'INNOVATION

A-Vers « l'École unique »

Des enseignants engagés dans divers mouvements de jeunesse et quelques inspecteurs mettent en avant le besoin d'une école



Plan de l'école de plein air de Roubaix : nombreux espaces verts pour le jeu et l'exercice physique. Coll. Archives municipales de Roubaix - AMR_4M13

L'ÉCOLE EN 1939

Secondaire : pédagogie active, initiative des élèves et prise de responsabilités sur le modèle des « *New schools* ».

1927-1933 : gratuité pour le secondaire public.
1^{er} septembre 1933 et 13 février 1934 : examen d'entrée en 6^{ème}.

L'enseignement privé catholique non congréganiste se développe dans le primaire, le secondaire et le technique. En 1937, il y a presque autant d'élèves dans le secondaire privé que dans le public.

Avec le Front Populaire, le ministre Jean Zay engage les dernières réformes avant le second conflit mondial :
- 1936 : instruction obligatoire jusqu'à 14 ans ; il réorganise le système scolaire en 3 degrés (1^{er}, second et supérieur).
Gustave Monod crée des classes expérimentales d'orientation en tant que Directeur de l'Enseignement du Second Degré.

B- Une période de réformes

1922 : suite au manque d'hommes après la guerre, 15 jours de vacances sont ajoutés l'été pour aider aux travaux des champs.

1923 : Paul Lapie allège les programmes et les rend progressifs.

1923-25 : les filles peuvent accéder au baccalauréat et au supérieur.

1932 : Le « ministère de l'Éducation nationale » remplace celui de « l'instruction publique ».

- À la rentrée 1937, Zay innove avec 172 classes à effectifs réduits avec plusieurs enseignants ; méthodes actives ; travail manuel (proche de l'Éducation nouvelle).

- 1937 : il impulse dans le second degré des loisirs dirigés, conférences, projections, chorales, théâtre, journaux.

- 1938 : de 213 jours d'école, on passe à 188 jours.

3 UNE SEMAINE TYPE EN CLASSE

Le jeudi est réservé pour l'enseignement religieux. Très souvent, les activités physiques de fin de journée sont remplacées par le nettoyage de la classe : balayage, entretien des pupitres (grattage des tâches d'encre et cirage des tables).

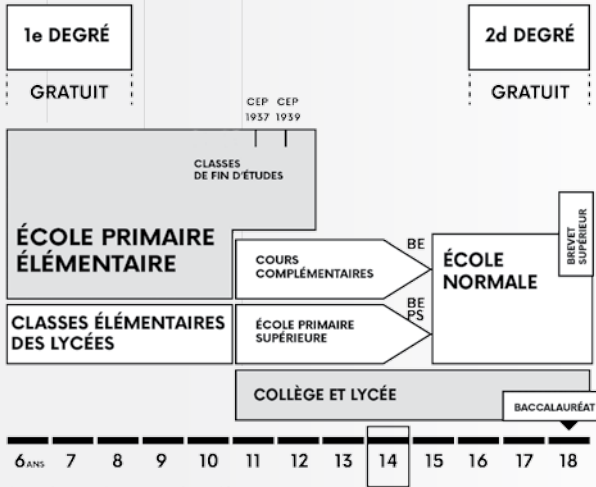
Emploi du temps de CM, 1930
Coll. Musée des Ecoles, Lille



Emploi du Temps

Heure	Mardi	Mardi	Mardi	Vendredi	Vendredi
30 min	Instruction moral et civique	Récitation	Instruction moral et civique	Récitation	Instruction moral et civique
1h	Arithmétique	Système métrique	Arithmétique	Système métrique	Géométrie
<i>Récréation</i>					
30 min	Histoire	Géographie	Leçon 30 min	Géographie 30 min	Histoire
30 min	Lecture	Lecture	Lecture	Lecture	Lecture
<i>Récréation</i>					
1h	Grammaire Lectie	Conjugaison Lectie	Orthographe Composition Français	Grammaire Lectie	Vocabulaire Composition Français
30 min	Leçon	Exercices physiques	<i>Récréation</i>		Exercices physiques
1h	Leçons et Leçons de choses	Écriture Leçon	Travail manuel	Leçons et Leçons de choses	Travail manuel
20 min	Exercices physiques	Chant et musique	Exercices physiques	Chant et musique	Exercices physiques

4 STRUCTURE DE L'ENSEIGNEMENT EN 1937/39



d'après «le temps des instituteurs.fr» Modifié

Une école perturbée

La guerre qui éclate en septembre 1939 interrompt le fonctionnement normal de l'école à tous les niveaux : primaire, secondaire et supérieur.

1 MOBILISATION DES ENSEIGNANTS

26 000 enseignants du primaire, 5 000 enseignants du secondaire et quelques centaines d'enseignants du supérieur sont mobilisés, la plupart comme officiers et sous-officiers de réserve.

l'Oberfeldkommandantur 670 de Lille **demande au recteur et aux inspecteurs d'Académie un rapport détaillé sur la situation de l'enseignement** dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais :

- 140 enseignants dans le supérieur en temps de paix -> 42 en octobre 1940.
- 1 453 enseignants dans le secondaire -> 592 en octobre 1940.
- 28 000 élèves du secondaire en temps de paix -> 18 000 en octobre 1940.
- 2 853 inscrits dans les quatre facultés d'État en 1938-1939 -> 1 689 étudiants en 1940.

2 ÉLOIGNEMENT DU FRONT POUR LES ENFANTS DU NORD ET DE L'EST AVANT LA RENTRÉE 1939

La circulaire ministérielle du 14 septembre 1939 prévoit l'accueil des populations des régions menacées, et notamment l'intégration des enfants en milieu scolaire. Le cas des petits Alsaciens fait l'objet de dispositions spéciales en raison des particularités linguistiques et statutaires de l'enseignement dans ces départements frontaliers.

3 RÉQUISITION DE LOCAUX SCOLAIRES ...

... par l'armée française dès septembre 1939, puis ensuite par les Allemands en zone occupée.



Lycée Baggio de Lille occupé dès mai 1940. Coll. Clyde Liénard





La Directrice du lycée de jeunes filles de Douai à l'inspecteur d'Académie, le 29 octobre 1940 : « Je viens vous demander de bien vouloir nous aider [...] pour essayer de garder ce qui nous reste des locaux du lycée de jeunes filles de Douai qui, actuellement, abrite à la fois les deux lycées (garçons et filles). Nous gardons jusqu'à présent le rez-de-chaussée et le premier étage abandonnant peut-être en échange les dortoirs du troisième. Je ne vois pas, dans ces conditions, ce qui pourrait encore être fait comme enseignement ».

Dans une lettre au préfet le 22 août 1940, le proviseur du lycée Faidherbe de Lille dresse un bilan similaire, alors que plusieurs locaux sont utilisés par des ambulances et douaniers allemands.

4 DES PERTURBATIONS NOMBREUSES

Les élèves doivent suivre des formations de la défense passive pour adopter les bons réflexes en cas de bombardements. Ils s'inquiètent du sort de leurs pères mobilisés.

L'offensive allemande et la défaite de 1940 mettent précocement fin à l'année scolaire. Dans les départements du Nord, les élèves et leurs enseignants fuient comme l'ensemble des populations l'avancée allemande dans le cadre de l'exode. La rentrée d'octobre 1940 est difficile en zone occupée car les Allemands n'autorisent les retours de façon progressive qu'à partir d'octobre. Dans les établissements scolaires, l'atmosphère est morne : 13 139 professeurs ont été faits prisonniers en mai-juin 40, et seulement 2 245 reviennent jusqu'en juillet 1943.

Affiche annonçant l'ouverture des écoles roubaisiennes.
Coll. Archives Municipales de Roubaix - côte 7H52



Enfants priant pour le retour de leurs papas.
Coll. Clyde Liénard

OUVERTURE DES ÉCOLES PUBLIQUES

LE MAIRE DE LA VILLE DE ROUBAIX
INFORME LA POPULATION QUE LES
ÉCOLES PUBLIQUES PRIMAIRES ET
MATERNELLES SONT OUVERTES AUX
HEURES HABITUELLES (HEURE ALLEMANDE)

LES ÉCOLES DE PLEIN AIR SONT FERMÉES.

IL RAPPELLE QUE LA LOI SUR L'OBLIGATION SCOLAIRE
EST TOUJOURS EN VIGUEUR ET QUE LES ENFANTS DE 6 A
14 ANS DOIVENT FRÉQUENTER L'ÉCOLE RÉGULIÈREMENT.

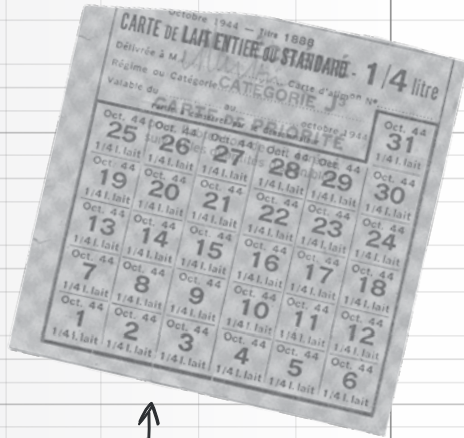
LE MAIRE,
CHARLES BAUDUIN.

5 PÉNURIES ET RESTRICTIONS

Les différentes catégories d'élèves sont confrontées dans leur quotidien à de nouveaux problèmes liés aux pénuries et restrictions. Le rationnement entre en vigueur en septembre 1940.

Selon leur âge, les élèves sont classés dans la catégorie E pour les plus jeunes, ou J pour les autres.

Les cahiers et les livres, l'encre et les crayons, l'éclairage et le chauffage font défaut.



Carte de rationnement de lait pour la catégorie J3. Coll. MRB

6 DANS LES UNIVERSITÉS

À Lille, malgré un effectif réduit d'enseignants, l'Université d'État rouvre ses portes en octobre 1939 et assure les formations fondamentales.

Lors de l'offensive de mai 1940, la Faculté reçoit l'ordre de se replier au Touquet, puis à Rennes ; mais la rapidité des Allemands l'en empêche. Peu d'universitaires atteignent le Touquet, où sont organisés quelques cours et examens ; le 23 juin, les évacués rejoignent Lille.

Pendant toute l'occupation, au cœur de la zone interdite, les universitaires font tout pour conserver une vie universitaire indépendante, signe tangible d'une négation des prétentions nazies à vouloir régenter les esprits.



L'école des jours sombres

La Révolution nationale accuse l'école républicaine et ses personnels d'être responsables de la faillite de la France. Vichy dénonce les valeurs libérales, laïques et égalitaires de l'école républicaine.

1 UN RÉQUISITOIRE CONTRE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE

« L'erreur de notre enseignement a été une école d'individualisme or l'individu n'existe que par la famille, la société et la patrie, dont il reçoit avec la vie tous les moyens de vivre. »

PÉTAIN cité dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1940

Le décret du 18 septembre 1940 prévoit la suppression des écoles normales d'instituteurs considérées comme des séminaires laïques, malfaisants. Elles sont remplacées par des instituts de formation professionnelle.

Les syndicats et notamment le SNI (Syndicat national des instituteurs) qui regroupe 80% des enseignants du primaire sont supprimés.

« L'école doit rendre [l'enfant] sensible à la beauté, à la grandeur, à la continuité de la patrie. Elle doit lui enseigner le respect des croyances morale et religieuses, en particulier de celles que la France professe depuis les origines de son existence nationale... »

Discours de PÉTAIN du 8 juillet 1941

Par contre l'enseignement privé est désormais reconnu. La loi du 3 septembre 1940 autorise le retour des religieux dans le corps enseignant. La loi Le Chevalier du 6 janvier 1941 réintroduit Dieu dans l'école dans le cadre d'un enseignement facultatif, et prévoit une aide financière publique aux établissements privés.



Jeanne d'Arc, *filles de Dieu* du Chanoine P. Glorieux. La figure de Jeanne d'Arc est particulièrement mise en avant dans l'éducation sous Vichy. Coll. MRB

2

UNE POLITIQUE DE PURGES ET UN RENOUVELLEMENT DES CADRES POLITIQUES

Les mesures contre l'« anti-France » (les Juifs, les francs-maçons, les communistes et les « métèques ») touchent le corps enseignant. Les premiers visés sont les syndicalistes et les membres du parti communiste, interdit depuis septembre 1939. Le décret du 13 août 1940 contre les francs-maçons, et ceux du 3 octobre 1940 puis du 2 juin 1941 sur le statut des Juifs, mènent à la révocation de 1 111 instituteurs sur les 130 000 fonctionnaires du primaire.

De juin 1940 à août 1944, 6 ministres, issus de la haute fonction publique ou de l'Université, se succèdent à l'Éducation nationale. Ce ne sont pas tous des hommes d'extrême droite. Les hommes de l'Action Française sont minoritaires, et l'occupant allemand exerce un contrôle étroit sur ce ministère.

Albert Rivaud > du 16 juin au 12 juillet 1940

Émile Mireaux > du 12 juillet au 6 septembre 1940

Georges Ripert > du 6 septembre au 13 décembre 1940

Jacques Chevallier > du 13 décembre 1940 au 23 février 1941

Jérôme Carcopino > du 25 février 1941 au 18 avril 1942

Abel Bonnard > du 18 avril 1942 au 20 août 1944

Portrait de l'Historien de l'Antiquité Jérôme CARCOPINO (1881-1970), publié dans le journal *L'Ouest-Éclair* (n° 16161) du 26 février 1941, à l'occasion de sa nomination comme Secrétaire d'État à l'instruction publique dans le gouvernement DARLAN.

Carcopino est influencé par les nouvelles approches pédagogiques de l'école des Roches. Il démissionne à l'arrivée de Laval au gouvernement le 16 avril 1942.

Abel Bonnard, plus proche des positions politiques de Pierre Laval et favorable à un rapprochement franco-allemand et à la collaboration, succède à Carcopino.



La Fausse éducation nationale, Centre d'action et de documentation, 1944. Coll. MRB

Une volonté affichée de "revivifier" l'école

Le nouveau système éducatif veut se démarquer radicalement de celui qui a prévalu en France jusqu'en 1939. L'objectif prioritaire est de « reconstruire l'âme française » par la simplification des programmes et de donner une large place aux travaux manuels et à l'enseignement physique et sportif.

1 UNE REFONDATION DES PROGRAMMES

« L'Homme Nouveau est profondément planté dans son sol.

Il est relié à son peuple, à ses traditions qui sont conservées à travers les siècles et à sa race...

Il est le produit d'une nouvelle société qu'il s'agit de construire ». Abel Bonnard

La réforme de l'enseignement primaire vise à simplifier les programmes scolaires tout en multipliant les possibilités d'options.

Dès le plus jeune âge, l'enfant apprendra l'histoire nationale, la géographie, les lettres et les sciences ainsi que l'amour de la patrie, et de la famille.

Portrait de Jean Borotra, le Basque bondissant, (1898-1994) à Berlin en 1931. Coll. Bundesarchiv, Bild 102-10990



La réforme de l'enseignement secondaire se propose de revenir aux sources classiques (culture gréco-latine et judéo-chrétienne) où la civilisation française est supposée trouver ses racines. Les programmes d'Histoire voient l'ajout du folklore et des langues régionales. La géographie est introduite aux programmes pour une meilleure connaissance de la patrie.

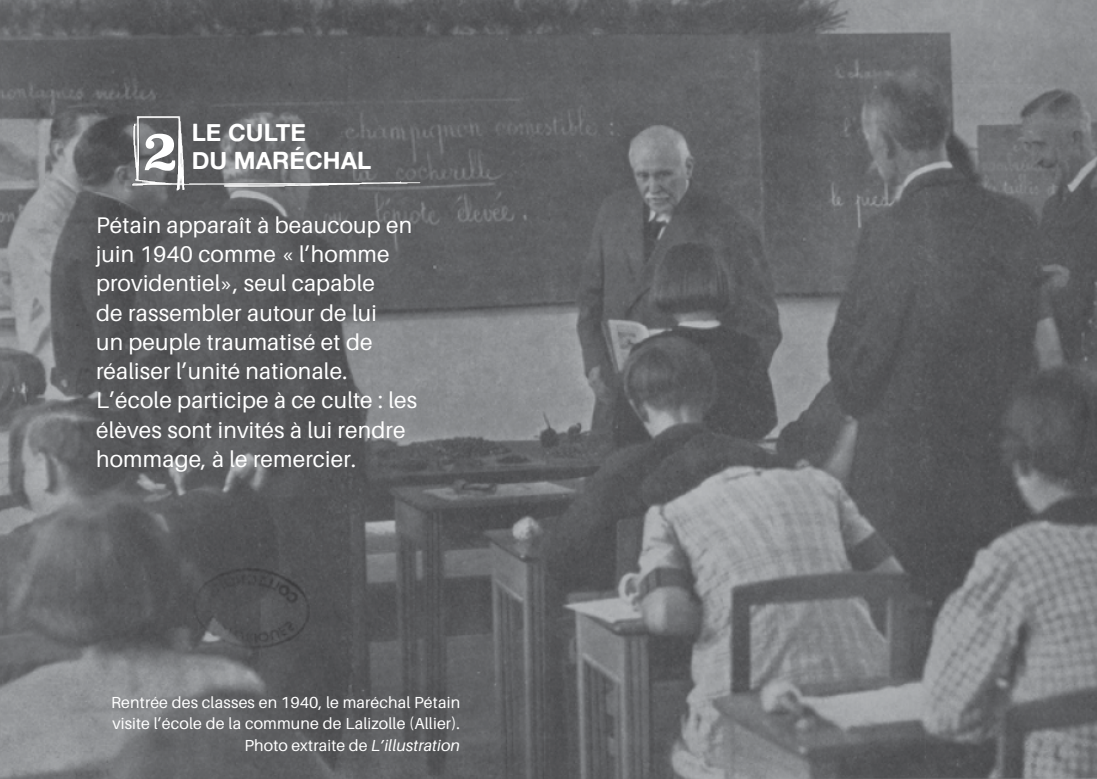
L'activité physique est valorisée notamment par Jean Borotra, commissaire général à l'Éducation générale et aux Sports (août 1940-Avril 1942).



Manuel d'Histoire régionale, publié en 1943. Coll. F. Duhem

2 LE CULTE DU MARÉCHAL

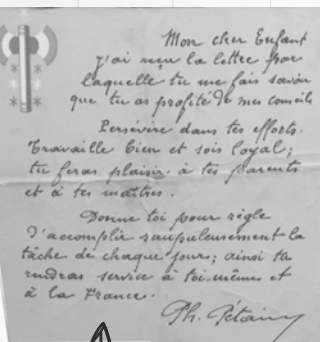
Pétain apparaît à beaucoup en juin 1940 comme « l'homme providentiel », seul capable de rassembler autour de lui un peuple traumatisé et de réaliser l'unité nationale. L'école participe à ce culte : les élèves sont invités à lui rendre hommage, à le remercier.



Rentrée des classes en 1940, le maréchal Pétain visite l'école de la commune de Lalizolle (Allier).
Photo extraite de L'illustration



Paul Baudouin (Secrétaire d'État)
« La jeunesse c'est la France de demain. Refaire la France c'est avant tout et surtout refaire sa jeunesse »
Paris Soir du 19 décembre 1940



Lettre du Maréchal Pétain « réponse à une élève ». Coll. Destombe

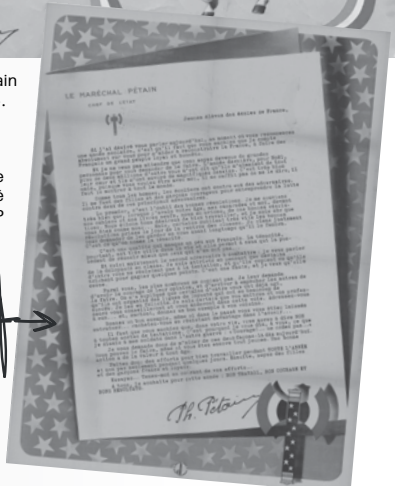


Illustration de André-Paul extraite d'un livre de propagande destinée aux enfants. Coll. A.Gesgon/CIRIP

Lettre du Maréchal Pétain aux jeunes élèves des écoles de France. Coll. Archives Municipales de Roubaix - côte 7H219

La pression de l'occupant sur l'école

Pour contrôler une communauté scolaire jugée dangereuse, l'occupant use à la fois de « séduction », de contrainte et de répression.

1 « SÉDUIRE » : L'ÉCOLE, LIEU DE PROPAGANDE

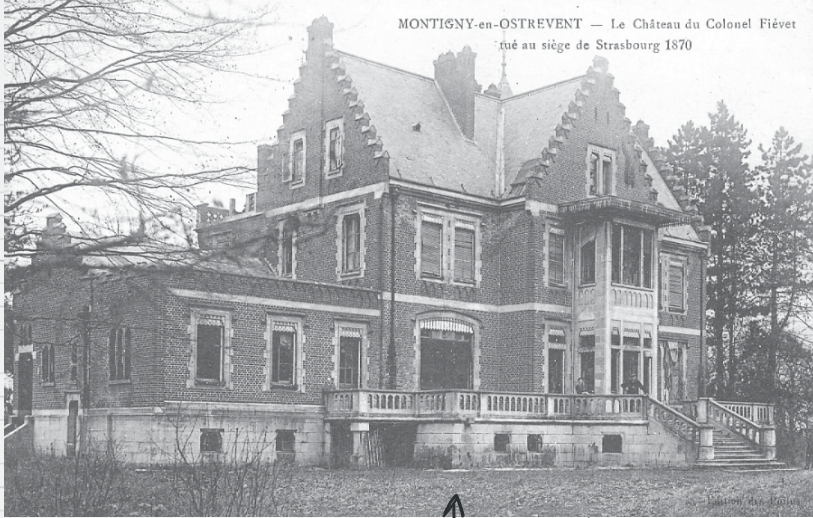
Les enseignants des grandes villes où circule l'exposition « Le Juif et la France » sont fermement « invités » à y emmener leurs élèves.



Otto Abetz ambassadeur du Reich à Paris depuis août 1940, proche de Laval, fait nommer Abel Bonnard ministre de l'Éducation nationale en 1942. Il installe en France des Instituts allemands qui dispensent conférences et cours d'allemand dont la demande augmente fortement jusque 1942. Coll. USHMM Photo 77556



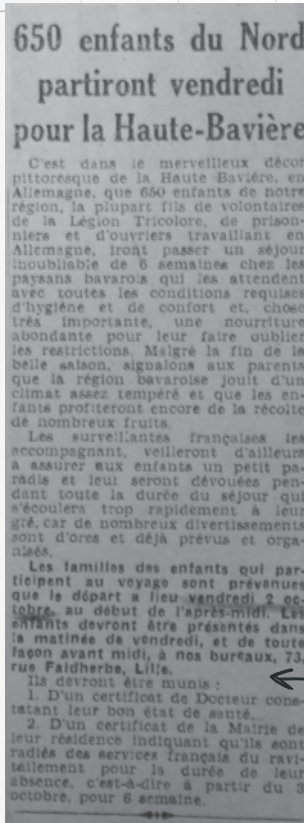
Ici au palais Berlitz à Paris (automne 1941)
Coll. Bundesarchiv Bild 146-1975-041-07



Château Fiévet
Coll. privée

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, considérés comme « marches » (régions périphériques du Reich perçues comme germaniques), le château Fiévet à Montigny-en-Ostrevent est réquisitionné à la rentrée 1942 pour abriter une école allemande destinée aux jeunes Polonais germanophones (enfants de *Volksdeutsche*, populations ne vivant pas en Allemagne mais assimilées au peuple allemand). 880 jeunes (filles et garçons) fréquentent des camps de formation des Jeunesses hitlériennes.

Les Allemands, voulant organiser des cours de langue française pour leurs militaires, demandent au personnel scolaire l'usage de locaux et d'enseignants (moyennant 100 FF de l'heure, le salaire annuel moyen étant de 25 000 FF). Ces cours doivent avoir lieu après les horaires de classe des élèves.



Article du *Réveil du Nord* du 30 septembre 1942. En réalité, seuls 300 enfants sont partis. On joue « sur la corde sensible » pour mettre en valeur l'intérêt et les avantages que l'on peut retirer à collaborer avec l'occupant. Coll. Archives départementales du Nord

LA PRESSION DE L'OCCUPANT SUR L'ÉCOLE

2 CONTRAINDRE

Par la censure :

La « liste Bernhard* » détruit plus de 700 000 livres en région parisienne dès août 1940. Entre septembre 1940 et juillet 1943, 3 listes « Otto » interdisent des livres (dont *Les Fables de La Fontaine*, jugées « nationalistes ») présentant un caractère anti-allemand, y compris certains manuels scolaires.

Par des réquisitions pour le travail :

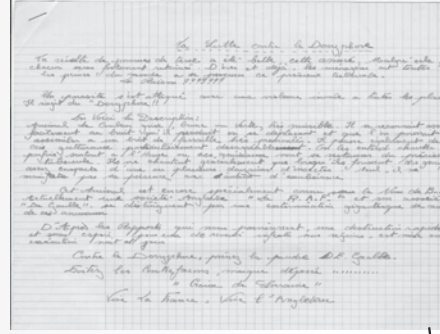
Maurice Bouleau, instituteur à Izel-les-Equerchin, est ainsi convoqué en juillet 1944 pour des travaux de terrassement sur le champ d'aviation de Vitry-en-Artois. Les enfants peuvent eux aussi être réquisitionnés jusqu'à 10 heures par semaine, pour détruire les doryphores, parasites de la pomme de terre (consommée par l'occupant ou expédiée en Allemagne). Ces réquisitions inspirent des comparaisons peu flatteuses

avec les Allemands, qui, par le pillage économique, détruisent les ressources françaises.

Dès l'automne 1942, puis par le Service du Travail Obligatoire*, le 16 février 1943, les lycéens et les étudiants sont requérables pour le travail en Allemagne.



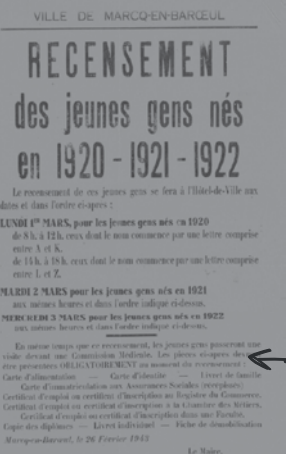
Couverture de cahier.
Coll. Pierre-Marie COURTIN, Proscitac



Tract clandestin.
Coll. MRB

Par la répression :

Les jeunes sont soumis aux mêmes règles que les adultes et toute incartade, même minime, est sanctionnée. À l'École nationale des Arts et Métiers de Lille, le 20 septembre 1940, deux candidats à un examen mécontents des retards occasionnés par l'occupant sont détenus dans les locaux, mains derrière le dos, face aux fenêtres, pendant plus de 5 heures.



Affiche de recutement.
Coll. MRB

Focus n°1

Le journal de guerre d'une institutrice du Nord : Denise Delmas-Decreus

Dans le Nord-Pas-de-Calais, là où la guerre ne s'est pas arrêtée, vit une famille dont la mère, Denise Delmas-Decreus est institutrice et le père, Gaston Delmas, professeur d'allemand dans le secondaire. Denise Delmas-Decreus tient un journal qui nous permet d'appréhender la situation de l'école dans une zone particulièrement touchée par la guerre.

1 LA SPÉCIFICITÉ DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Une famille marquée par l'Occupation pendant la Première Guerre mondiale.

Denise Delmas-Decreus est née le 18 août 1913 à Bailleul. Elle est la troisième des 4 filles de la famille Decreus.

Elle prépare le concours de l'école normale de filles de Douai, le réussit en juin-juillet 1929, puis enchaîne trois années d'études à l'école normale de 1929 à 1932. Elle obtient son brevet élémentaire, son certificat d'aptitude à la gymnastique puis son brevet supérieur en juillet 1932.

Elle commence à Houplines. Elle passe son certificat d'aptitude pédagogique le 31 mai 1933. Elle demande son rapprochement avec Gaston Delmas, son mari depuis le 24 juillet 1935.

Les deux familles sont très marquées par la Première Guerre mondiale : la région était en effet déjà occupée par les Allemands. De fait, elles sont aussi très anglophiles et hostiles aux choix de Vichy.

Le journal

Le journal regroupe les faits marquants entre mai 1940 et septembre 1944. Il n'est pas écrit au jour le jour mais plutôt lorsque Denise Delmas-Decreus a le temps de rédiger. Il s'agit donc d'un texte recomposé, reconstitué à partir de notes. Si l'essentiel du journal retrace la vie quotidienne de la famille durant la guerre, il nous apporte de substantiels renseignements sur le fonctionnement de l'école dans un Nord où l'Occupation est très dure : les Allemands sont partout et l'état de guerre permanent.



Denise Delmas-Decreus dans l'immédiat après-guerre.
Coll. Bernard Delmas



2

L'INVASION ET
LA DÉFAITE : L'ÉCOLE
DANS LA TOURMENTE**Des mots d'ordre
contradictaires**

Alors que l'attaque allemande a commencé le 10 mai 1940, Denise Delmas-Decreus part quand même faire classe à Coudekerque-Branche mais les alertes obligent les maitresses et les élèves à se réfugier dans les abris.

Georges Hardy, recteur de l'Académie de Lille, interdit alors aux instituteurs et institutrices de quitter leurs postes sous peine de sanctions : en poste d'août 1937 à septembre 1940 et président du comité de propagande de la Légion française des combattants, il est nommé fin 1940 recteur d'Alger où il s'illustre en tant que collaborationniste convaincu en révoquant 870 enseignants dont 467 juifs. Il met également en œuvre une politique d'exclusion de milliers d'enfants juifs.

Le 18 mai, le principal du collège de Dunkerque, où exerce le mari de Denise Delmas-Decreus, réunit le personnel et leur dit que « le collège était licencié », c'est-à-dire fermé : les professeurs doivent quitter la région pour rejoindre le Mans. Dans le primaire, aucun ordre : Denise ne peut pas quitter son poste, même en allant voir son inspecteur, à qui elle précise qu'elle ne veut pas revivre une occupation... Elle part quand-même pour être finalement bloquée, avec sa famille, à Arras.

Le travail forcé

Après la bataille d'Arras, la ville est aux mains des Allemands : le travail forcé amène Gaston Delmas au collège de jeunes filles d'Arras où sont entreposées 29 victimes du bombardement de la gare qu'il faudra enterrer ; ensuite, il devra travailler à déblayer ; puis il est employé au collège des jeunes filles qui est devenu un hôpital où il officie en temps qu'interprète. Il reçoit toujours son traitement d'enseignant mais refuse le salaire de 5 marks par jour payés par les Allemands. Il obtient néanmoins davantage de nourriture pour sa famille.

Le chaos rue Héronval après les bombardements allemands sur Arras le 19 mai 1940.
Coll. Ville d'Arras / Fonds Documentaire Alain Jacques



Être enseignant et élève en temps de guerre

Au moment où l'armistice est signée, la famille retourne à Bailleul en août puis s'installe à Hazebrouck, où chacun obtient un poste.

Extraits d'un rapport d'inspection du 2 février 1942 : « Les écoles sont installées dans une partie de la galerie voûtée du Musée. Les bruits des deux classes voisines gênent le travail (...) Il est regrettable que les bombardements, d'une part, les départs d'élèves au collège, d'autre part, la suppression actuelle du personnel, rendent squelettiques les effectifs du cours complémentaire d'Hazebrouck et ne permettent plus de séparer les élèves en trois années distinctes. Les neuf élèves de deuxième année et les huit élèves de troisième année doivent être groupés en une seule classe ».

Archives départementales du Nord, 1 T 311/120, rapport d'inspection du 2 février 1942.

Le 13 mars 1942, lors du 11^{ème} bombardement d'Hazebrouck, les bombes tombent alors que l'école est au travail : les élèves pétrifiées sont amenées dans un endroit plus sûr où les institutrices reçoivent de terribles nouvelles (la mère d'une élève morte ou une maison détruite...) Le 29 juin 1942, alors que les institutrices surveillent des épreuves du certificat d'études complémentaires, il y a un nouveau bombardement où Jeannine, la fille d'une collègue de Denise (Mme Vanberten), qui jouait chez Yvette Darques,

élève de Denise, trouve la mort ainsi que son amie, la mère et la grand-mère de celle-ci.

Le 18 octobre 1943, la journée de classe se déroule complètement aux abris.

Le calvaire des alertes et bombardements reprend en janvier 1944 ; le 25 janvier il y a un bombardement en pleine période de classe. C'est à ce moment-là que débutent les classes de mi-temps (cours tous les matins pendant une semaine, puis l'après-midi pendant l'autre).

À partir du 15 mai 1944, les écoles sont fermées aux élèves mais les enseignants doivent y être : ils signent une feuille de présence trois fois par semaine. Les épreuves se poursuivent.

Malgré tous les dangers, l'école doit maintenir ses activités car elle est le fer de lance de la Révolution Nationale.

Nouveaux principes et propagande

Denise Delmas-Decreus note une véritable rupture idéologique au moment de l'armistice : avant l'armistice, on demande aux instituteurs dans une circulaire de « faire connaître par les causeries, gravures etc. le pays, la vie et les coutumes des îles britanniques. Dans l'enseignement primaire une heure devait y être consacrée chaque semaine, durant l'après-midi du samedi consacré aux loisirs dirigés ». Vichy décide ensuite la rupture des relations diplomatiques. Pour la famille anglophile, c'est un véritable coup dur : « Dans

les journaux soit-disant français on essaie d'exciter notre esprit contre les Anglais. [...] Nous ne pouvons pas être fier de la France ».

Denise met dans le journal, sans commentaire, la circulaire de Jérôme Carcopino du 18 juin 1941 rappelant que les élèves doivent obéissance absolue au Maréchal : la « discipline [...] les fortifie sans les humilier » et s'expose à de lourdes sanctions dans le cas contraire.

Elle relate, au cours du premier trimestre 1941-1942, l'appesantissement de la propagande de Vichy sur l'école :

- le portrait du Maréchal Pétain doit être accroché dans toutes les classes ;

- une collecte pour le secours national : l'argent devait servir aux prisonniers ; il faut aussi vendre des vignettes à l'effigie du maréchal ;

- les enfants doivent écrire au maréchal :
« Vous écrivez au Maréchal pour lui dire que vous avez entendu son appel et que vous avez fait tous vos efforts (précisez lesquels) pour qu'il soit content de vous. Dites-lui en toute sincérité les résultats auxquels vous pensez être parvenu et qu'il peut, pour l'avenir, compter sur votre loyauté. »

Ce travail soulève une protestation générale parmi le corps enseignant. Certains devoirs ne peuvent être envoyés car très critiques à l'égard de la loyauté du Maréchal.

- l'Arbre de Noël du Maréchal : coquilles et chocolat sont distribués à tous les enfants réunis à l'école le 28 décembre. On y chante : « Merci, Monsieur le Maréchal, merci... »

Conclusion :

Si les directives sont plus ou moins suivies, on ne note pas dans le journal un changement notable dans l'école. Denise Delmas-Decreus reste au service de ses élèves (elle fait des heures supplémentaires pour préparer ses élèves aux examens) tout en exprimant son rejet de Vichy, largement partagé par les habitants du Nord-Pas-de-Calais.



L'école résistante

Souvent occupés, les établissements scolaires et universitaires sont d'abord des lieux de confrontation entre la jeunesse et l'occupant. Cette confrontation génère des manifestations d'insoumission et de protestation, tant chez les enseignants que parmi les élèves.

1 DES ENSEIGNANTS RÉTIFS

Dans la zone rattachée, certains enseignants sont les premiers à inciter leurs élèves à la désobéissance. Une note de l'Inspection académique au Préfet Carles indique qu'en novembre 1940, la plupart des établissements n'affichent toujours pas le portrait du Maréchal Pétain.

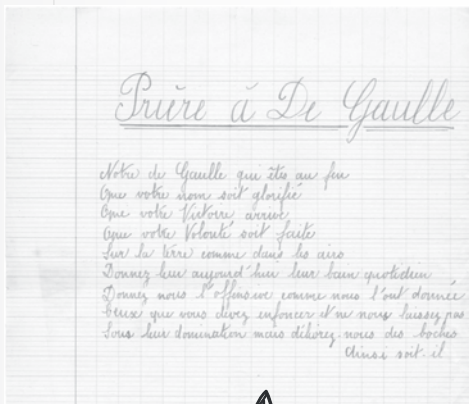


↑ Portrait du Maréchal Pétain accroché au lycée de jeunes filles de Tourcoing.
Coll. MRB 1998.0.117 - Don Francis Delannoy

2 DES ÉLÈVES RÉVOLTÉS

Les élèves rivalisent d'inventivité dans leurs actes d'insoumission : tracts, papillons à coller sur les murs, manifestations au sein de leur établissement...

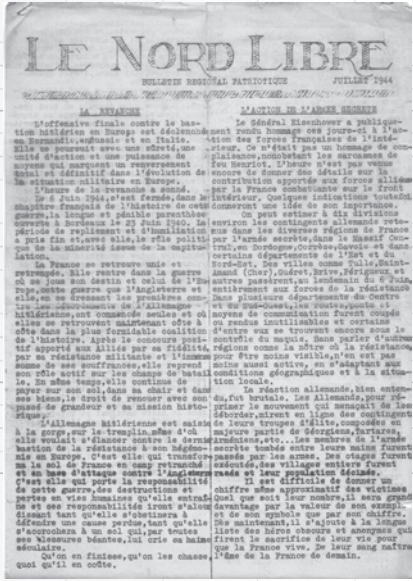
Au lycée Diderot de Lille, un bureau est orné d'un grand portrait d'Hitler pour Noël 1940. Le 22 décembre, ce portrait est découvert lardé de coups de couteaux. Faute de dénonciation spontanée, le Directeur, le sous-Directeur et 5 élèves sont arrêtés le 28. Lors de la rentrée de janvier, les « coupables », candidats aux Arts et Métiers, se dénoncent et écopent de sentences d'emprisonnement.



↑ Tract « Prière à de Gaulle ». Coll. MRB 2016.1.35

3 DES « LABORATOIRES »

Les établissements scolaires sont souvent équipés de laboratoires ou ateliers qui fournissent un espace et un équipement précieux pour les initiatives résistantes. Dans son témoignage pour le Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale en 1949, Madeleine Gourbeillon, enseignante au lycée Fénelon de Lille, explique avoir été chargée d'imprimer le journal clandestin *Le Nord libre* (futur *Le Fanal*) dans le grenier de l'Institut de Physique après son recrutement par une collègue, Mme Delmas.

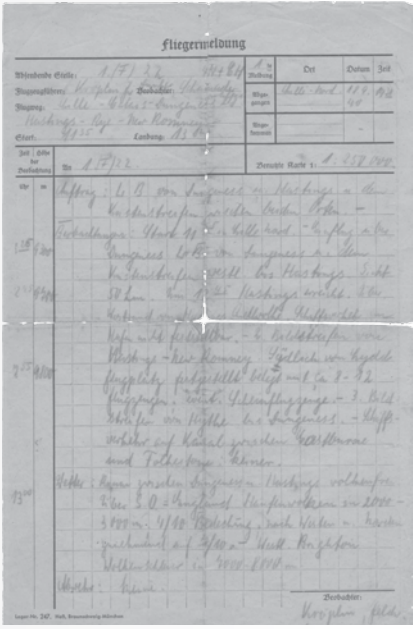


Journal clandestin *Le Nord libre*. Coll. MRB 2016.1.25

4 DES LIEUX DE RECRUTEMENT

Les établissements scolaires sont des lieux de recrutement :

- entre élèves, qui y forment de petits groupes entre camarades de classe et de promotion.
- de professeur à élève : ainsi Miss Ogden, professeure d'anglais à l'Institut Colbert de Tourcoing, recrute-t-elle Jacques Rousseau, âgé de 15 ans, dont le père est gardien d'une propriété bourgeoise de Tourcoing occupée par des officiers de la *Luftwaffe*. Elle charge son jeune élève d'y dérober des documents qu'elle transmet aux services secrets britanniques.



Rapport de vol de la *Luftwaffe*, daté de septembre 1940, volé par Jacques Rousseau. Coll. MRB 2002.4.3

Enseignants en Résistance

Souvent imprégnés des idées de la gauche socialiste ou communiste, formés dans les Écoles normales, attachés aux valeurs de la République et exécutant l'idéologie du régime de Vichy qui n'hésite pas à les révoquer, nombreux sont les enseignants qui s'engagent dans des mouvements de résistance parfois au sacrifice de leur vie.

1 GEORGES GUINGOUIN (1913-2005)



Coll. Musée de l'Ordre de la Libération

Instituteur et secrétaire de mairie à St-Gilles-les-Forêts dans le Limousin, révoqué en octobre 1940 pour « menées communistes », il mène ensuite des actions pour contrer la propagande de Vichy et confectionner

des faux-papiers. Traqué par les polices, il entre dans la clandestinité en février 1941 et forme autour de lui un puissant maquis armé par des parachutages. Au printemps 1944, ses 3 000 maquisards contrôlent totalement le Sud-Est de la Haute-Vienne. Souhaitant éviter « un nouvel Oradour » dans sa région, Guingouin et ses FFI encerclent Limoges et engagent des pourparlers pour sa libération.

Maire de la ville de 1945 à 1947 mais exclu du Parti communiste, il reprend sa profession d'instituteur dans l'Aube à partir de 1952. « Le premier maquisard de France » est l'un des rares communistes fait Compagnon de la Libération.

2 EDMOND PROUST (1894-1956)

Fils de paysans protestants des Deux-Sèvres, Edmond Proust est formé à l'École normale d'instituteurs de Parthenay. Républicain, marqué par les horreurs de la Grande Guerre à laquelle il participe, il est pacifiste, fervent laïc et franc-maçon. En avril 1935, il est nommé premier président de la MAAIF qu'il vient de créer. Mobilisé en 1939 puis fait prisonnier, il est libéré en août 1941 en tant qu'ancien combattant. Rentré dans les Deux-Sèvres, il intègre en mai 1943 l'OCM*. L'unification des forces de la Résistance intérieure dans l'Armée secrète le conduit à en assurer la direction. Connu dans la clandestinité sous les noms de « Gapit » puis « Chaumette », les Alliés le désignent chef des FFI en août 1944 pour le département.

En octobre 1944, il poursuit le combat à la tête du 114^{ème} RI reconstitué à partir des forces de la résistance, affrontant les troupes ennemies dans « la poche de La Rochelle » et en Allemagne. La paix revenue, Proust redevient instituteur jusqu'en 1949 et se consacre à son œuvre : la MAAIF (devenue MAIF en 1969), qu'il préside jusqu'à sa mort.



Edmond Proust lors de la campagne d'Allemagne en 1945. © Centre Régional « Résistance & Liberté » - Thouars

3

SUZANNE LANOY-BLIN
(1913-1944)

Fille de cheminot, Suzanne Blin fait de brillantes études à l'École normale d'Arras et devient professeure d'histoire-géographie. En 1934, elle adhère au Parti Communiste et épouse en 1940 René Lanoy, professeur de sciences naturelles. Sous l'occupation, Suzanne travaille à la réorganisation du Parti Communiste clandestin contribuant ainsi avec son époux à l'implantation du Front National* dans le Douaisis.

Devenue mère, elle concentre ses activités sur la propagande se voyant confier la rédaction de *La Pensée française*, journal du réseau destiné aux enseignants. Elle fonde fin 1942, un nouveau journal du Front National* intitulé *Vaincre* et écrit aussi des articles pour *Le Patriote du Pas-de-Calais*.

La police allemande perquisitionne le 1^{er} mars 1944 le domicile douaisien du couple où elle trouve un poste TSF et des documents servant à la rédaction des journaux clandestins.

Carte souvenir et appel à souscription en hommage à Suzanne LANOY-BLIN. Coll. MRB



UNE GRANDE FRANÇAISE



Suzanne LANOY-BLIN

En l'absence de René, Suzanne est emprisonnée et torturée alors qu'elle attend son deuxième enfant. Le soir du 6 mars 1944, elle succombe à ses blessures sans avoir parlé.

4

FÉLICIEN JOLY
(1919-1941)

Ce fils d'ouvrier natif d'Escaudain obtient le brevet supérieur lui permettant de devenir instituteur. Communiste fervent, engagé dans la Résistance armée au sein des « bataillons de la jeunesse » (par la suite intégrés aux FTPF*), il participe à des sabotages et à la diffusion des journaux clandestins *l'Avant-Garde et En Avant*. Actif durant la grande grève des mineurs du printemps 1941, il est arrêté suite à une dénonciation et fusillé par les Allemands à la citadelle de Lille le 15 novembre.



Coll. La Coupole

Focus n°2

Le film *Au revoir les enfants* de Louis Malle

Le film de Louis Malle, *Au revoir les enfants*, sort sur les écrans au début du mois d'octobre 1987. Il rencontre un très large succès avec plus de 3,6 millions d'entrées et obtient de nombreux prix lors de festivals prestigieux.

Le contexte n'y est sans doute pas étranger : le 11 mai 1987 s'ouvre le procès aux assises de Klaus Barbie, ancien responsable de la Gestapo lyonnaise ; il est reconnu coupable de crime contre l'humanité. La même année, fin juin, le documentaire de Claude Lanzmann *Shoah* est diffusé pour la première fois à la télévision sur TF1. Enfin le 13 septembre 1987, Jean-Marie Le Pen, président du Front National (parti d'extrême droite), interrogé sur les thèses négationnistes qui contestent l'utilisation et même l'existence des chambres à gaz, fait scandale en répondant : « Je n'ai pas étudié spécialement la question, mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ».

Au revoir les enfants raconte d'abord l'histoire d'une amitié naissante entre Julien Quentin (qui évoque Louis Malle) et Jean Bonnet (représentant Hans-Helmut Michel) jeune garçon

juif caché par le père Jean (le Père carme Jacques de Jésus) dans un établissement scolaire catholique : le Collège D'Avon, tenu par les Carmes, près de Fontainebleau. C'est aussi une description de la vie quotidienne dans la France sous occupation allemande ainsi qu'un hommage rendu au Père Jacques de Jésus.

En janvier 1944, Madame Quentin accompagne à la gare de Lyon son fils, Julien, 12 ans. Avec son frère aîné, François, 16 ans, ils regagnent après les vacances de Noël un collège tenu par des carmes en région parisienne.

Dans le dortoir, le père Jean, directeur de l'établissement, présente un nouveau pensionnaire, Jean Bonnet, que le surveillant place à côté de Julien. Au réfectoire, Jean manifeste des goûts alimentaires particuliers, et Julien traficote avec Joseph, le grouillot de la cuisinière. Le cours de piano assuré par Mlle Davenne donne l'occasion à Julien d'éprouver une certaine jalousie à l'égard de Jean qui se révèle un excellent musicien.

Intrigué par le “nouveau”, Julien intercepte une lettre, s’inquiète de ne pas le voir faire sa prière comme les autres... Mais lors d’un passage aux Bains-douches municipaux fréquentés par des Allemands (et donc interdits aux Juifs), Jean déclare qu’il est protestant. Julien n’en continue pas moins de harceler son camarade, d’autant qu’il a découvert qu’il ne s’appelle pas Bonnet, mais Kippelstein.

À l’occasion d’un jeu de pistes en forêt de Fontainebleau, les deux camarades se perdent et sont ramenés tard dans la nuit par des soldats allemands. Placés tous deux en observation à l’infirmerie, Julien en profite pour faire comprendre à Jean qu’il sait qu’il est juif. Ils se battent. Lors d’une visite dominicale de la mère qui déjeune au restaurant avec ses deux fils et Jean, que Julien a invité au dernier moment, une descente de la milice qui s’acharne sur l’un des habitués de l’établissement met en lumière l’ambiguïté des Français à l’égard des Juifs.

Une amitié naissante semble rapprocher les deux camarades : ils mangent ensemble, regardent avec complicité « Charlot l’émigrant », Julien confie à Jean ses problèmes d’énurésie...

La cuisinière accuse Joseph de vol et le trafic qu’il entretenait avec les élèves est découvert. Le père Jean renvoie Joseph. On voit Julien et Jean jouer du piano, lire *les Mille et Une Nuits*... Mais cette authentique amitié

est brutalement brisée par l’arrestation de Jean, en pleine classe de mathématiques. La Gestapo arrête deux autres élèves juifs, ainsi que le père Jean et le surveillant Moreau, accusés de résistance active.

Le scénario de la relation entre Julien Quentin et Jean Bonnet ne respecte pas complètement la réalité de la relation entre Julien Quentin et Jean Bonnet. Mais, Louis Malle était bien dans la classe du jeune Hans-Helmut Michel, il a assisté à son arrestation ainsi qu’à celle du directeur du collège. Cet événement hante à jamais la mémoire du réalisateur qui avait 11 ans à ce moment. Cependant, il n’a pas eu le temps de tisser de véritables liens d’amitié avec son camarade qu’il admirait.

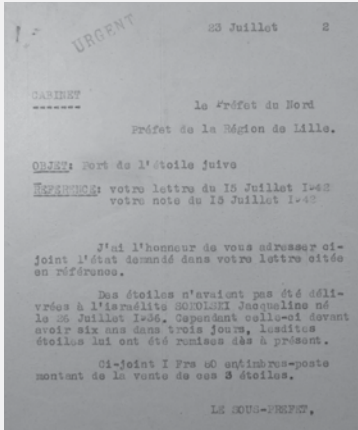
Le film de Louis Malle immortalise enfin la très belle figure du Père Jacques de Jésus : celle d’un éducateur et d’un résistant au nazisme. En plus d’avoir caché des enfants juifs et des réfractaires au STO, il joue un rôle actif au sein de la Résistance. Il est déporté au camp de Mauthausen et meurt d’épuisement trois jours après sa libération. Quant à Hans-Helmut Michel, il est gazé dès son arrivée à Auschwitz le 6 février 1944.

L'école, lieu de refuge et de sauvetage

La loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905 qui assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes, est très estimée des familles immigrées de fraîche date venues de l'Est - les *Ostjuden* - qui ont fui leur pays d'origine en raison de l'antisémitisme et du *numerus clausus* introduits dans les universités polonaises. L'école laïque est le lieu par excellence de l'intégration de leurs enfants dans la société française et de la leur, par la même occasion.

1 PORTER L'ÉTOILE JAUNE

Les enfants juifs scolarisés qui peuvent acquérir la langue, la culture et les codes d'un pays où, majoritairement, ils sont nés, restent relativement « invisibles » jusque l'été 1942. Mais la 7^{ème} ordonnance allemande du 13 juin 1942 qui « interdit aux juifs, dès l'âge de six ans révolus, de paraître en public sans porter l'étoile juive » distribuée le 1^{er} juillet, les ostracise et les expose à l'antisémitisme et aux arrestations.



Note du sous-préfet informant la distribution d'étoiles jaunes à la jeune Jacqueline Sokolski, bientôt âgée de 6 ans. Coll. AD59 85W49768

Les témoignages révèlent majoritairement une attitude protectrice de la part des enseignants qui refusent cette mise au ban de la société fondée sur une appartenance religieuse devenue catégorisation raciale.

« Là j'ai appris, moi le petit malingre, à taper du poing quand on me traitait de « sale Juif ». Les profs qui nous savaient Juifs nous protégeaient en général ». Albert Brenner, témoignage 2021

« Un jour un copain m'a traité de « sale juif ». Je lui ai donné un coup de poing. Quand il a compris ce qui s'était passé, le directeur - 1,80m - a rassemblé tous les élèves dans la cour et leur a fait un discours. En colonie de vacances, au moment de la douche l'infirmière me faisait sortir parce qu'elle savait que j'étais circoncis ». Roger Friedmann, témoignage 2016.

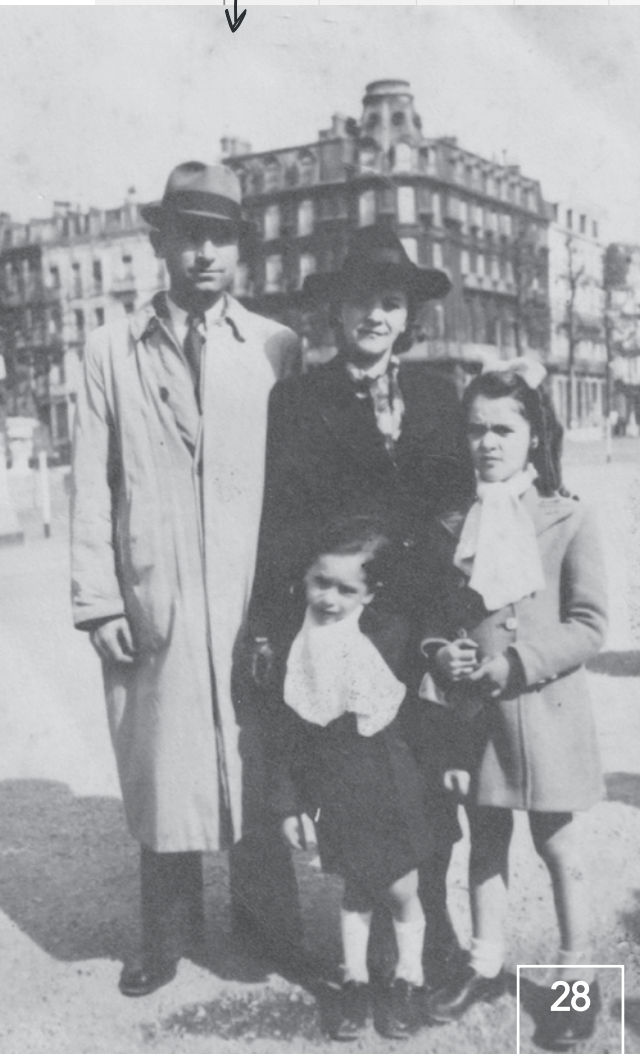


2

CONTINUER À
FRÉQUENTER L'ÉCOLE

« À l'école une fille traquait les Juifs. Pour aller à l'école [Sophie Germain, boulevard de la Liberté], je passais devant des affiches avec des nez crochus ». Nadia Brenner-Benyacar, devenue Nadia Ben Yaka, témoignage 2021

La famille Brenner, Lille, place de la République, vers 1942-1943.
Coll. Brenner



La famille de Nadia a réussi à obtenir des faux papiers établissant que leur fille est musulmane. Sa mère lui explique alors les traditions musulmanes pour qu'elle ne se trahisse pas.

Esther Danon, la cousine de Nadia Brenner, âgée de douze ans, essaie de cacher l'étoile avec une écharpe, quand elle se rend à l'école, sans noter pourtant de réaction hostile de la part des gens qu'elle croise. Ses parents décident après la rafle des Juifs turcs et hongrois en octobre 1943, de cacher leurs deux filles à Gondecourt où la directrice, une catholique, héberge déjà une autre fille de l'âge d'Esther.

Et les enfants ne rentrent pas chez elles le week-end. Esther Danon, témoignage 2016.

Au lycée Fénélon de Lille, Mlle Caudmont cache, par l'intermédiaire du pasteur Pasche de Roubaix, Huguette Winischki qui a fui l'Allemagne nazie en 1938. Elle y apprend le français et des rudiments de catéchisme. Renée Grudki y est également prise en charge pendant deux ans et « protégée par le silence de la classe ».



Inge (dite Huguette) et sa sœur Baerbel Winischki.
Coll. privée.

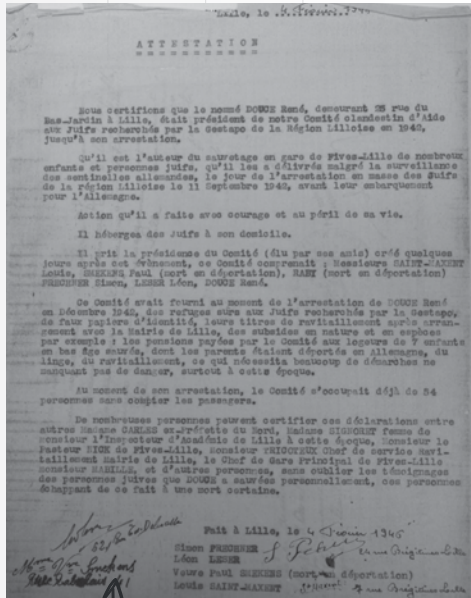
3 S'ASSURER DE LA FIDÉLITÉ DES ENSEIGNANTS

L'état d'esprit des enseignants et leur appartenance politique font l'objet d'enquêtes de terrain par les commissariats de police sur ordre du ministère de l'Intérieur.

Il en va de même pour les 455 Amicales laïques encore actives après juin 1940 sur les 750 recensées avant-guerre dans le Nord.

Et si M. Signoret, inspecteur d'académie de Lille, est d'abord loué pour les services exceptionnels rendus, lors de l'invasion allemande, il est ensuite « remercié » par le régime de Vichy en raison de son peu d'empressement à appliquer les nouvelles réformes. Son épouse, Jeanne Signoret-Vasserot, a joué un rôle primordial dans le Comité de sauvetage des Juifs créé

au lendemain de la rafle du 11 septembre 1942 et qui a mis à l'abri quelque 180 juifs jusqu'à la fin de la guerre.



Attestation mentionnant l'action de Mme Signoret. Coll. AD59 170W71072

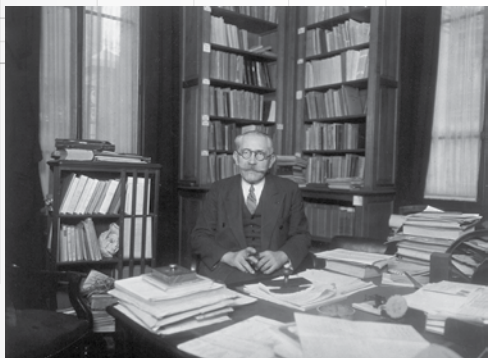
Lycéens, étudiants et enseignants, victimes de la répression

Prompts à l'engagement politique et propices au recrutement résistant, les milieux éducatifs et étudiants sont frappés en réponse à leur insoumission par des arrestations et condamnations dont la rigueur s'amplifie au cours des quatre années d'occupation.

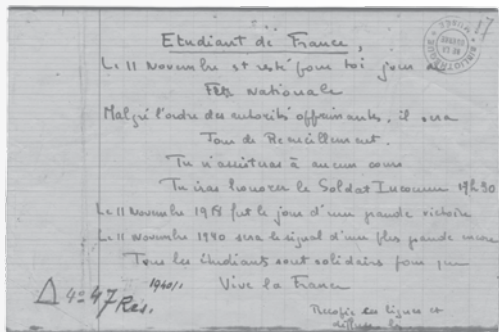
1 LA MANIFESTATION DU 11 NOVEMBRE 1940

Premier acte public de Résistance, cette manifestation de lycéens, d'étudiants et de jeunes actifs à Paris, sur les Champs-Élysées et devant l'Arc de triomphe, rassemble environ 3 000 jeunes. Une note de police rapporte qu'on y chante *La Marseillaise*, qu'on y crie « Vive la France » et « Vive De Gaulle ». L'arrestation de Paul Langevin (cf. biographie p 36), grande figure scientifique et professeur au Collège de France, le 8 novembre, est considérée comme un des éléments déclencheurs de la manifestation.

Plus de 200 arrestations sont effectuées par la police française ou par les Allemands. Les étudiants et lycéens arrêtés sont emmenés dans les prisons de la Santé, du Cherche-Midi et de Fresnes. Une semaine plus tard, il reste encore plus de 140 personnes incarcérées.



Paul Langevin par Henri Manuel.
© Wellcome Collection.



Tract trouvé dans le hall de la faculté de médecine de Paris. Coll. La contemporaine LC_4DR_0047

2**LES CINQ MARTYRS DU LYCÉE
BUFFON DE PARIS****Pierre Benoît** (né le 7 mars 1925)**Pierre Grelot** (né le 16 avril 1923)**Lucien Legros** (né le 11 juin 1924)**Jacques Baudry** (né le 7 avril 1922)**Jean-Marie Arthus** (né le 2 avril 1925)*Ces héros, à eux cinq, n'avaient pas 90 ans*

Cinq martyrs
du lycée
Buffon, extrait
du journal
Ce soir du 9
février 1949

En réponse à l'arrestation de leur professeur Raymond Burgard (chef du mouvement Valmy), ces lycéens parisiens organisent une manifestation le 16 avril 1942. Ils entrent ensuite dans la clandestinité.

Passés à la lutte armée, ils sont d'abord arrêtés par la police française et condamnés aux

travaux forcés par le tribunal spécial de Paris le 17 juin 1942 pour « pillage, tentative d'homicide volontaire et association de malfaiteurs ». Mais accusés d'attentats contre l'occupant, ils sont alors remis aux autorités militaires allemandes. Le 15 octobre 1942, les 5 jeunes sont condamnés à mort par le tribunal de la *Luftwaffe* et transférés à la prison de Fresnes. Baudry et Legros tentent à deux reprises de s'évader mais sont repris. Le 8 février 1943, les 5 lycéens sont fusillés au stand de tir de Balard (Paris 15^{ème}) et leurs corps jetés dans une fosse commune du cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Plus tard, leurs cendres sont déposées dans la crypte de La Sorbonne.

15^e Arr^t
**PLACE
DES CINQ MARTYRS
DU LYCÉE BUFFON**

JEUNES ÉLÈVES FUSILLÉS PAR L'OCCUPANT EN 1943

Plaques en hommage aux cinq martyrs du Lycée Buffon. Coll. Département AERI de la Fondation de la Résistance

3 L'INSTITUT DIDEROT À LILLE

Dès 1940, l'institut est un lieu important d'action de résistance :

- Jean Boda et Roger Soulier ayant participé au vandalisme sur le portrait du *Führer* en décembre 1940 (cf. lycée Diderot p 21), poursuivent leurs actions de résistance en dehors de l'institut avec le réseau Sylvestre-Farmer*. Ils sont arrêtés en juin et août 1944 et déportés par le train de Loos*.

- Raymond Deken, professeur, dirigeant Front National* - FFI responsable du Valenciennois, est arrêté puis tué à Onnaing le 1^{er} septembre 1944 lors des combats de la libération.

- Pierre Papa confectionne des tracts dès 1940. Il est arrêté le 1^{er} décembre 1941, déporté à Popenburg et disparaît le 19 janvier 1944.



↑ Corps enseignant de l'institut Diderot à la veille de la guerre. Raymond Deken, premier à droite au second rang.
Extrait du HS *VdN*

Roger Speybrock (1920-1944) étudiant en médecine, membre du réseau Alliance* sous le pseudonyme de « Chouette ». Arrêté en décembre 1943 et condamné à mort, fusillé le 29 janvier 1944.



Louis Helle (1915-1944) professeur d'anglais à Arras, membre de l'OCM* avec d'autres professeurs de son collège (Guy Mollet, Raoul François et Pierre Baudel). Il est aussi membre de la Voix du Nord. Il est arrêté en janvier 1944, condamné à mort et fusillé le 18 avril 1944.



Jean Watel (1912-1944) instituteur, membre de l'OCM*, agent de liaison et responsable de dépôts d'armes. Arrêté le 6 mars 1944 au moment de prendre sa classe, il est condamné à mort et fusillé le 1^{er} mai 1944.



Marc Sarlandie (1896-1944) instituteur. Membre de l'OCM* puis du BOA (Parachutages d'armes). Il est arrêté le 6 mars 1944, condamné à mort et fusillé le 28 mars 1944.



René Ruelle (1917-1944), instituteur dans l'Avesnois puis employé d'usine. Membre des FTPF* (rédaction du journal clandestin *Le Patriote de l'Avesnois*, sabotage, récupération d'armes et renseignement). Arrêté le 18 septembre 1943, il est condamné à mort et fusillé le 14 décembre 1943.



Repenser l'école

Pour la Résistance intérieure et la France Libre, la reconstruction de l'École est nécessaire à celle du pays et doit rompre avec Vichy et la III^{ème} République.

1 DÉMOCRATISER L'ÉCOLE POUR FORMER DE NOUVELLES ÉLITES

a. Les projets de la Résistance intérieure

À la scolarité obligatoire jusque 14 ans (mesure d'avant-guerre) s'ajoutent les « passerelles » entre les différentes filières et la prolongation d'études jusque 17-18 ans, voire au-delà pour les élèves de l'enseignement professionnel.

De juin 1942 à octobre 1943, l'OCM* (Organisation Civile et Militaire) publie clandestinement quatre *Cahiers pour une nouvelle révolution française*. On y trouve notamment un programme de réformes qui propose, entre autres, une union entre école libre et école publique sous le contrôle de l'État.

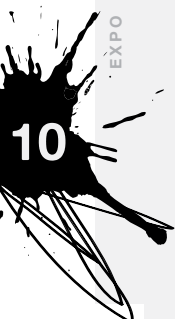
Marc Bloch anime *les Cahiers politiques*, revue du CGE (Comité Général d'Études), fondé par Jean Moulin en 1942, chargé de collecter les propositions de la Résistance intérieure. Il insiste sur la refonte totale du système qui passe par la démocratisation de l'enseignement en ouvrant le secondaire au plus grand nombre et la réforme de la pédagogie.

Le 15 mars 1944, le programme du CNR (Conseil National de la Résistance) proclame la volonté de démocratiser l'instruction, pour promouvoir une élite au mérite.

b. Les audaces de la France Libre

Le projet révolutionnaire de la France Libre (accès au secondaire pour tous, scolarité obligatoire jusqu'à 16 ou 18 ans, gratuité de l'enseignement public, rénovation des pratiques pédagogiques) résulte du travail des commissions Cathala*, sous l'égide de René Cassin, et de celle créée par René Capitant, commissaire du CFLN* à l'Éducation nationale présidée par Marcel Durry, de mars à août 1944. Mais la place de l'école libre n'est pas définie.

Le Comité National Français, de 1941 à 1943, à Londres.
À la gauche du général de Gaulle, René Cassin.
© Musée de l'Ordre national de la Libération



2

« SANCTIONNER UNE POIGNÉE DE MISÉRABLES... »

Le CSE (Conseil Supérieur d'Enquête) est créé pour juger « une poignée de misérables et d'indignes dont l'État fait et fera justice » (Charles de Gaulle, 14 octobre 1944). À l'échelon local, c'est le CAE (Conseil Académique d'Enquête) qui en est chargé. Sur 185 000 personnes que compte l'Éducation nationale : 5 091 dossiers traités - 1 700 non-lieu - 3 391 sanctions, soit 1,8 % des personnels. En plus des sanctions par l'institution (blâme, déplacement, interdiction de travailler), le condamné risque aussi des sanctions judiciaires.



Rachel Lempereur, directrice d'école, militante socialiste, seule femme sur 14 membres que comptait le CAE de Lille. Coll. Assemblée Nationale

3

DES ÉCOLES À REBÂTIR

Des bâtiments scolaires ont été entièrement détruits, comme à Dunkerque, mais il faut attendre les années 1950 pour voir sortir de terre de nouveaux locaux.

Le groupe scolaire du Parc de La Marine (Dunkerque). Ce groupe scolaire fait partie des premiers construits entre 1952 et 1957. Dans la lignée des nouveaux établissements bâtis pendant l'Entre-deux-guerres, il s'agit d'une construction moderne, confortable avec de larges baies vitrées qui laissent entrer l'air et la lumière pour le bien-être des enfants.

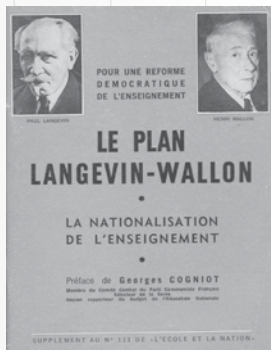
Coll. Archives Municipales de Dunkerque

Refonder l'école à la Libération

1 LE PLAN LANGEVIN-WALLON

René Capitant, commissaire à l'instruction publique, puis ministre de l'Éducation nationale, nommé en novembre 1944 une « commission ministérielle d'études pour la réforme de l'enseignement ». La commission Langevin-Wallon - du nom de deux intellectuels, Paul Langevin et Henri Wallon - a pour mission de réfléchir à la démocratisation de l'enseignement, conformément au programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Estimant qu'une vraie formation doit donner une large place à la culture, le plan propose un vaste tronc commun pour tous les enfants, qui deviendront ainsi des citoyens et des travailleurs conscients et responsables. Les propositions sont remises au gouvernement Paul Ramadier en juin 1947.

Mais dans un contexte de guerre froide et d'exclusion des ministres communistes, ce projet n'est ni discuté, ni présenté devant le parlement. Pourtant, bien que n'ayant jamais été appliqué en tant que tel, le plan Langevin-Wallon reste, en France, depuis la Libération, l'un des textes de référence essentiels en matière d'éducation.



Paul Langevin (1872-1946) est issu d'un milieu modeste et républicain. Il devient directeur de l'École de physique et de chimie en 1922. Président du Comité mondial de lutte contre la guerre et le fascisme (1935-1939), il est incarcéré dès le 30 octobre 1940 à la prison de la Santé. Il est libéré suite à l'indignation provoquée par son arrestation. Assigné à résidence à Troyes, il rejoint clandestinement la Suisse en mai 1944. Sa fille Hélène, mariée à Jacques Solomon, résistant fusillé au Mont-Valérien le 23 mai 1942, est déportée à Auschwitz en 1943. Il adhère au Parti communiste français à la Libération. Il prend la tête de la Ligue des droits de l'Homme.

Henri Wallon (1879-1962) est né dans une famille originaire du Nord, catholique, républicaine et dreyfusarde. Son affectation comme médecin militaire pendant la Première Guerre, oriente ses recherches vers les troubles psychiques et neurologiques. Fondateur d'un laboratoire de psychobiologie de l'enfant en 1922, il est nommé professeur au Collège de France en 1937.

Henri Wallon s'engage dans le mouvement antifasciste dès 1933. Il est suspendu de son cours de mars 1941 à 1944 par décision du gouvernement de Vichy. Il est élu député communiste le 21 octobre 1945, à Paris. Il a présidé le Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN) de 1946 à 1962.

2**JEANNINE MANUEL UNE FONDATRICE ENGAGÉE ET VISIONNAIRE**

Engagée dans la Résistance à Londres et ayant participé à la Libération de Paris, Jeannine Manuel (1920-2003) est convaincue que la peur et l'ignorance sont la source des conflits entre les nations et les cultures. Elle estime que l'enseignement doit former des « hommes complets », présents au monde et conscients de l'Histoire en marche. En septembre 1954, elle fonde sur ces principes éducatifs l'École Active Bilingue à Paris. En 1992 est créée l'École Jeannine Manuel à Marcq-en-Barœul avec un internat qui accueille des élèves venant du monde entier, du primaire au secondaire.



Jeannine Manuel
Coll. DR

3**L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)**

En 1936, Jean Zay, alors ministre de l'Éducation nationale, se heurte au vote défavorable du Sénat qui refuse de créer une école unique de formation des hauts fonctionnaires. Elle voit le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par l'ordonnance du 9 octobre 1945 qui porte création de l'ENA à Paris. L'objectif visé est de démocratiser le recrutement des hauts fonctionnaires d'État et de professionnaliser leur formation grâce à la mise en place d'un concours d'accès unique à la fonction publique. En 1991, Edith Cresson décide de décentraliser l'école à Strasbourg, l'ouvrant ainsi symboliquement davantage sur l'Europe.



Première promotion de l'ENA : France combattante 1946-1947.
Coll. ENA

L'école, lieu de mémoire et de transmission

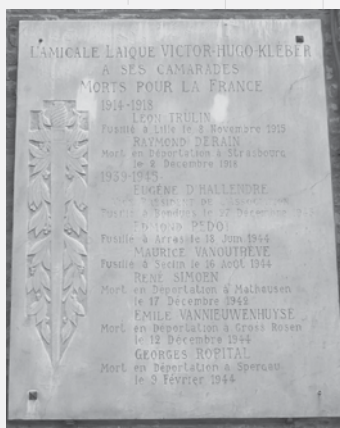
L'école est le lieu des apprentissages mais également depuis des décennies le lieu de transmission de la mémoire, du primaire au supérieur. Cet enjeu s'est progressivement dessiné grâce aux témoins et aux actions pédagogiques développées par le monde éducatif. Ce fut le seul lieu où la mémoire de la résistance put immédiatement s'exprimer.

1 LIEU DE SOUVENIR

Après la fin de la guerre, les communes ont rapidement rendu hommage à leurs héros en inscrivant leurs noms sur le monument aux morts de la commune. Progressivement, l'on voit apparaître au sein des établissements scolaires, de tout type, des plaques commémoratives qui honorent la mémoire des étudiants et enseignants décédés en défendant la liberté de la France.



Plaque en hommage à l'abbé Vancourt posée en 2008 dans l'escalier d'honneur de l'Université Catholique de Lille. © MRB



Plaque commémorative située sur le bâtiment de l'ancienne école laïque, aujourd'hui école Victor Hugo de La Madeleine. Plusieurs noms de résistants fusillés ou déportés y sont inscrits. © MRB



Façade du collège Yvonne Abbas (anciennement collège de Flandre), renommé en 2020 en hommage à la résistante déportée régionale. © MRB

2

LIEU DE RENCONTRE
AVEC LES TÉMOINS

À partir des années 1960, l'école est une belle opportunité pour les déportés et résistants de diffuser leur message. Garants de la mémoire de leurs camarades, ces rescapés multiplient les rencontres avec les élèves en surmontant les difficultés psychologiques et physiques que cela leur occasionne. La pratique se développe très vite au niveau national grâce au Concours National de la Résistance et de la Déportation.



Témoignage de Simone Woliner, enfant juive cachée par Mr et Mme Quenu, répétiteur et surveillante du lycée, auprès des élèves de Terminale du lycée actuel Paul-Hazard d'Armentières. © Véronique Kroll



Rencontre entre Lili Leignel, enfant juive déportée, et les collégiens du Lazaro de Marquen-Baroeul lors d'un témoignage en 2019. © Guillaume Delhay

« Pourquoi témoigner ? »

Dès le retour, le premier but des résistantes déportées a été l'entraide puis progressivement elles ont estimé qu'il était nécessaire de témoigner individuellement et collectivement, ceci par devoir envers leurs compagnes disparues. Il fallait témoigner de ce qu'elles avaient été, de leurs indicibles souffrances. Et pour moi, le souvenir de mes parents était essentiel. Nous devons être les garants de ce qui s'était passé. »

Jacqueline FLEURY résistante déportée

3 LIEU DE RECHERCHE ET DE MÉMOIRE

Louis François, ancien déporté nommé inspecteur général de l'Instruction publique en octobre 1945, lance officiellement en 1961 le Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD).

Un outil pédagogique à part entière qui a permis de nombreuses générations d'aller à la rencontre des témoins et des archives en s'intéressant à divers aspects de ces thématiques.

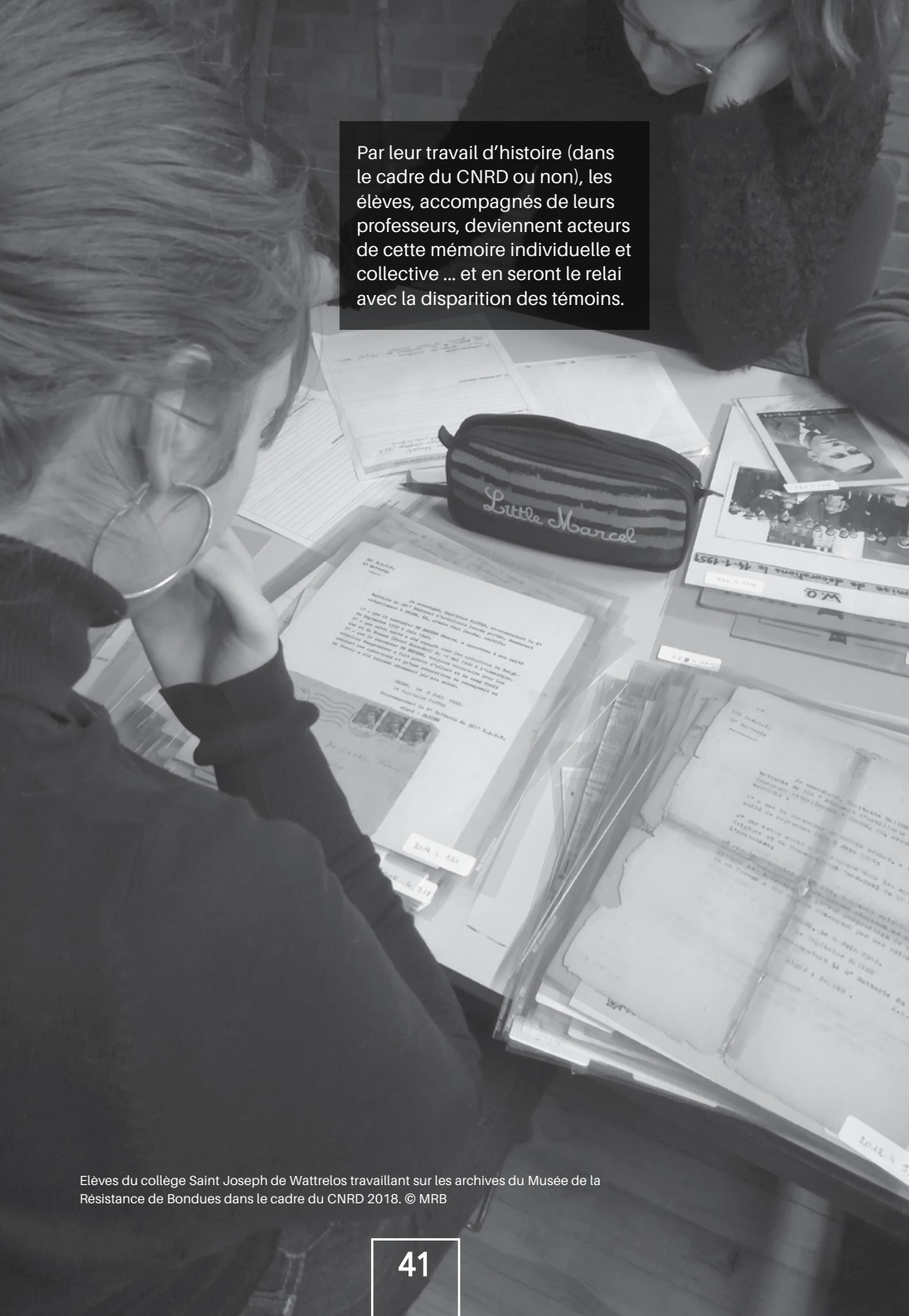
Ces travaux permettent de repousser les frontières scolaires.



Elèves du collège du Lazaro primés au CNRD 2020.
© Guillaume Delhaye



Expositions consacrées au CNRD réalisées par le Musée de la Résistance de Bondoues. © Pascal Dupont - By Cal et MRB

A black and white photograph showing a group of students sitting at a table, focused on their work. The table is covered with various historical documents, some of which are open and being read. A prominent document in the center features a postage stamp and some text. A striped pencil case with the name 'Little Marcel' written on it in cursive is placed on the table. To the right, there are more documents, including one with a photograph of a person. The students are seen from the side, with their heads bowed in concentration. The overall atmosphere is one of quiet, diligent research.

Par leur travail d'histoire (dans le cadre du CNRD ou non), les élèves, accompagnés de leurs professeurs, deviennent acteurs de cette mémoire individuelle et collective ... et en seront le relai avec la disparition des témoins.

Bibliographie

Une bibliographie non-exhaustive d'ouvrages portant sur le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Certains livres sont disponibles au Musée de la Résistance de Bondues.

L'OCCUPANT ET L'ÉCOLE

CONDETTE Jean-François (dir.), *Les Écoles dans la guerre*, Presses universitaires du Septentrion, 2014.

DEREYMEZ Jean-William, *Être jeune en France (1939-1945)*, L'Harmattan, 2003.

VICHY ET L'ÉCOLE

CONDETTE Jean-François, « Culture scolaire et Révolution nationale, Les ambitions contrariées du Régime de Vichy dans le Nord-Pas de Calais (1940-1944) », in *Revue du Nord*, 2019/3 (n°431).

CONDETTE Jean-François, LUC Jean-Noël, VERNEUIL Yves, *Histoire de l'enseignement en France XIXe-XXIe siècle*, Armand Colin, 2020.

CORCY-DEBRAY Stéphanie, *Jérôme Carcopino, un historien à vichy*, L'Harmattan, 2001.

DEVIGNE Matthieu, *L'école des années noires : une histoire du primaire en temps de guerre, entre Vichy et République (1938-1948)*, PUF, 2018.

FONTAINE Juliette, « Changements et permanences de l'institution scolaire dans la France occupée (1940-1944) », in *Éducation et sociétés* 2015/2 n°36.

GINSBURGER Nicolas, ROBIC Marie-Claire, TISSIER Jean-Louis dir., *Géographes français en Seconde Guerre mondiale*, Éditions de la Sorbonne, 2021.

HANDOURTZEL Remy, *Vichy et l'École 1940-1944*, édition Noesis, 1997.

HANDOURTZEL Remy, « Vichy et l'échec de l'école nationale (1940-1944) », in *L'école et la Nation*, Actes du séminaire scientifique international. Lyon, Barcelone, Paris, 2010, FALAIZE Benoît, HEIMBERG Charles et LOUBES Olivier (dir.), ENS Éditions, 2013.

MURACCIOLE Jean-François, *Les Enfants de la défaite : la Résistance, l'éducation et la culture*, Paris Presses de Sciences Po, 1998.

PROST Antoine, *Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Seuil, 2013.

SINGER Claude, *Vichy, L'Université et les Juifs*, Les Belles Lettres, 1992.

LA RÉSISTANCE

BRAUNSCHWEIG Maryvonne et GIDEL Bernard (dir.), *Les déportés d'Avon. Enquête autour du film de Louis Malle, Au revoir les enfants*, La Découverte, 1989.



CONDETTE Jean-François,
« Enseigner, étudier et résister
dans l'Académie de Lille (1940-
1944) », in *Les services publics
et la résistance en zone interdite
et en Belgique (1940-1944)*,
Actes de la Journée d'étude
de Bondues, 2004, Robert
Vandenbussche (dir.), Villeneuve
d'Ascq : Institut de Recherches
Historiques du Septentrion,
2005.

CONDETTE Jean-François,
« La résistance universitaire
en zone rattachée de 1940 à
1944 (Nord-Pas-de-Calais et
Belgique) », in *L'engagement
dans la Résistance, France du
Nord-Belgique*, Actes de la
Journée d'étude de Bondues,
2002, Robert Vandenbussche
(dir.), Villeneuve d'Ascq : Institut
de Recherches Historiques du
Septentrion, 2003.

CONDETTE Jean-François,
« Vivre, enseigner, étudier sous
l'occupation en Nord—Pas-
de-Calais. Difficultés de la vie
quotidienne et pratiques illégales
chez les acteurs éducatifs »,
in *Vivre sous l'Occupation :
illégalités, collaboration et
résistance*, Actes de la Journée
d'étude de Bondues, 2018,
Robert Vandenbussche (dir.),
Villeneuve d'Ascq : Institut de
Recherches Historiques du
Septentrion, 2019.

DELMAIRE Danielle, GARDON
Jean-Baptiste, HEDDEBAUT
Monique, RIGAUT Rudy, *Être Juif
dans le Nord et le Pas-de-Calais*,
Tiresias, 2022.

GRENARD Fabrice, *Une légende
du maquis : Georges Guingouin,
du mythe à l'histoire*, Paris,
Vendémiaire, 2014.

GUTMAN Israël dir., *Dictionnaire
des Justes de France*, Arthème
Fayard, 2006.

LARCHER Laurent, SÉMELIN
Jacques, *Une énigme française.
Pourquoi les trois quarts des
Juifs en France n'ont pas été
déportés*, Albin Michel, 2022.

MUSEE DE LA RESISTANCE,
SOUVENIR DE LA RESISTANCE
ET DES FUSILLES DU FORT
DE BONDUES, *Ils étaient 68...:
les fusillés du Fort de Bondues*,
2010.

SÉMELIN Jacques, *La survie
des Juifs en France, 1940-1944*,
CNRS Editions, 2018.

TANDONNET Maxime, *1940 un
autre 11 novembre*, Tallandier,
2009.

THIBAUT Laurence dir.,
Cahiers de la Résistance, *Les
jeunes et la Résistance*, AERI, La
documentation Française, 2007.

L'ÉCOLE DE LA RÉSISTANCE

MURACCIOLLE Jean-François,
*Les enfants de la défaite, la
Résistance l'éducation et la
culture*, Presses de Sciences Po,
1999.

L'ÉPURATION

ROUQUET François, *Mon cher
Collègue et Ami, L'épuration
des universitaires (1940-1953)*,
Presses Universitaires de
Rennes, 2010.

RÉCITS ET TÉMOIGNAGES

DELMAS-DECREUS Denise,
*Journal de guerre d'une
institutrice du Nord (1939-1945)*,
PU Septentrion, 2015.

PANNEQUIN Roger, *Ami si tu
tombes*, Actes Sud, Septembre
2000.

Sitographie

Quelques sites internet présentant des pistes et exemples complémentaires pouvant aider les élèves.

Académie de Rennes

<https://pedagogie.ac-rennes.fr/spip.php?article5215>

Archives départementales du Cher

<https://padlet.com/francoisrullon/vya22xlnupbjqbf6>

Archives des Côtes-d'Armor

https://archives.cotesdarmor.fr/sites/default/files/2022-09/DOC_listeCNRD_2022_VD.pdf

Cercle d'étude de la Déportation et de la Shoah

<https://www.cercleshoah.org/spip.php?article1046>

Collections du Musée national de l'Éducation

<https://www.reseau-canope.fr/musee/collections/>

Fondation de la Résistance

https://www.fondationresistance.org/pages/action_pedag/annee-2022-2023_theme33.htm

Le temps des instituteurs

<http://www.le-temps-des-instituteurs.fr/hist-l27etat-francais.html>

Maitron des Fusillés

<https://fusilles-40-44.maitron.fr/>

Musée de la Résistance en ligne

http://www.museedelaresistanceenligne.org/pedago_espace.php?pave=4&concours=a

Portail du Concours national de la Résistance et de la déportation

<https://www.reseau-canope.fr/cnr/>



Témoignages

Le Musée de la Résistance dispose d'une quantité de témoignages de résistants et déportés originaires du Nord-Pas de Calais. Ci-dessous quelques exemples en lien avec le thème de l'école et la Résistance.

Pierre Charret

Né en 1925 en Haute-Vienne, Pierre est le fils d'un ancien combattant de la Première Guerre qui meurt lorsque Pierre a juste 13 ans.

Il réussit le concours de l'École normale d'instituteurs en 1942 et enseigne dans la Creuse.

Avec trois camarades, il crée le détachement des Francs-tireurs et partisans français « René Laforge » en 1943 au lycée de Guéret parmi les élèves-maîtres et les lycéens. Après le débarquement, ce détachement rejoint le maquis jusqu'en août 1944. Homologué comme sous-lieutenant FFI, après avoir suivi un stage militaire dans l'Indre, il s'engage pour la durée de la guerre. Il est envoyé sur le front de La Rochelle jusqu'au 8 mai 1945, puis en Algérie.

Démobilisé comme étudiant en août 1945, Pierre Charret participe au comité de la fédération communiste de la Creuse avec Lucienne Dupriez de Wasquehal, qu'il épouse en décembre 1946. Le couple part pour le Nord en 1950.

Paul Cousin

Paul Cousin, né en 1921 à Santes, passe son concours d'instituteur lors de l'exode en Bretagne. Revenu dans le Nord, il est recruté début 1943 à Santes par son ancien instituteur Robert Dassonville, frère du colonel Dassonville, alias Timéon, chef régional du mouvement Voix du Nord. Le commandant Obin, responsable militaire, le charge de recruter des volontaires entre La Bassée et Haubourdin ; il leur apprend le maniement des armes. À partir de janvier 1944, il est nommé commandant au titre de l'Armée secrète par Timéon. Son groupe composé d'une trentaine d'hommes transporte des armes, sabote les voies ferrées malgré les gardes voies. Peu avant la Libération il est arrêté par les Allemands à Seclin alors qu'il transporte des brassards FFI ; ceux-ci après avoir pris les brassards le laissent repartir, il ne sait pas les raisons de cette décision. Au début du mois de septembre il participe à la défense puis à la libération d'Haubourdin, sous les ordres du commandant Devin qu'il avait réussi à contacter pour le mouvement Voix du Nord.

Edgard D'hallendre

Né en 1922, il est élevé dans une famille très patriote. Son père est engagé volontaire en 1916, résistant de la première heure. Eugène D'Hallendre rédige des tracts dès septembre 1940, distribue des journaux clandestins, entre dans le réseau d'évasion Pat O'Leary, puis devient un membre important de l'OCM* (organisation civile et militaire). Edgard, son fils unique, est alors étudiant au Lycée Denis Diderot à Lille puis à l'IDN ; il seconde son père dans ses activités résistantes. Il fait du renseignement dans le réseau Centurie grâce à ses stages dans les usines comme la société lilloise de moteurs. Il a des contacts avec la résistance étudiante de Paris. Dénoncé, il est arrêté le 20 juillet 1943 avec son père, sa mère et d'autres membres de l'OCM*. Son père est fusillé à Bondues, sa mère déportée à Gross Rosen, lui-même est interné à Saint Gilles à Bruxelles puis au fort de Huy. Il reviendra avec sa mère dans le Nord à la Libération.

Yves Graux

Yves est né à Boulogne en 1930. Evacué vers Roubaix où vit sa tante, il y passe sa scolarité pendant la guerre. Alors que sa tante est engagée dans le réseau Zéro-France de Paul Joly, Yves transporte des informations et de l'argent pour le réseau dans son cartable d'écolier.

Edgard Leser

Les deux fils de la famille Leser, Edgard et Charles-Henri, tous deux nés lorsque la famille vivait à Metz, grandissent à Lille. Portant l'étoile de David durant l'occupation, Edgard témoigne de la bienveillance d'un enseignant opposé aux mesures antisémites. Après la rafle du 11 septembre 1942, Léon Leser, le père devient un membre actif du Comité de Secours aux Juifs, et avec l'aide de l'abbé Stahl de Marcq-en-Barœul, assurera la sécurité d'enfants cachés. Ses fils sont eux-mêmes placés dans les institutions gérées par l'abbé, puis au lycée Fénelon sous la protection de Simone Caudmont.

Josette Prin

Née en 1925 à Dunkerque, Josette commence par transporter des documents pour la Résistance alors qu'elle est lycéenne au Lycée Fénelon de Lille. Elle imprime des tracts dans des caches de l'Institut de Physique ou au Lycée Valentine Labbé jusqu'en juin 1944 et continue à servir de courrier entre les dirigeants de la Résistance. Après la guerre, elle épouse le docteur Pierre Simonot, dirigeant FTP*.

Jacques Rousseau

Né en 1925, il est élève à l'Institut Colbert à Tourcoing. Son père est chargé de surveiller la propriété d'Emile Tiberghien, rue de Wailly à Tourcoing, occupée par des pilotes de la *Luftwaffe*. En 1940,

il subtilise des rapports de vol de ces pilotes, et les remet à Miss Ogden, son professeur d'anglais, dont il connaît l'appartenance aux services secrets anglais.

Jean Soudan

Né en 1923, il est élève au lycée Gambetta à Tourcoing. Il sabote les camions abandonnés par les Anglais et participe à la rédaction d'un journal clandestin dans son établissement, en utilisant les informations de la BBC. Recruté par la SNCF en 1942, il est « interprète, téléphoniste, graphiteur » en raison de sa connaissance de l'allemand. Il fait partie du réseau Century, puis de l'OCM*. Il entre dans la clandestinité en juillet 1943. Arrêté après le massacre d'Ascq, il est déporté à Flossenbürg. Il s'évade au cours d'une marche de la mort.

Renée Strauss-Grudki et Huguette Fuks- Winischki,

témoignage devant les élèves du lycée Fénelon de Lille en 2010.

La famille Winischki fuit l'Allemagne pour la Belgique. Lors de l'invasion allemande, la famille arrive à Roubaix avec d'autres réfugiés. Ils sont immédiatement aidés par un policier, Léon Coghe, qui leur déconseille fortement de s'enregistrer officiellement comme Juifs et leur trouve des hébergements. En 1942, Léon Coghe aide M. Winischki et son fils à passer en Suisse, avec la complicité du pasteur de Roubaix Marcel Pasche. Mme

Winischki et ses deux filles ne parviennent pas à passer la frontière par la suite.

Huguette est placée en internat au Lycée Fénelon avec de faux papiers.

La famille Grudki arrive à Lille de Pologne en 1920. Renée naît donc à Lille en 1931. Dès la déclaration de guerre, M. Grudki s'engage dans les bataillons de volontaires étrangers. Il sera néanmoins spolié et déporté à Malines d'où il partira pour Auschwitz où il disparaît. Après avoir échappé à la rafle du 11 septembre 1942, Renée est elle aussi placée au Lycée Fénelon.

Les deux jeunes filles sont protégées par une enseignante qui terrifie élèves et collègues par sa rigueur, Simone Caudmont, qui est proche du pasteur Pasche.



Lexique

Commission Cathala

Le 2 décembre 1941, est instituée par décret la commission d'étude des problèmes intellectuels et de l'instruction, placée sous la présidence de Joseph Cathala (1892-1969), professeur de chimie à l'Université de Toulouse passé en Angleterre à l'été 1940.

Composée d'une trentaine de membres, elle comprend 30 % d'enseignants, surtout des universitaires, quelques professeurs de lycée, des militaires, des juristes, des journalistes, des diplomates, des syndicalistes et deux parlementaires. Elle se réunit une vingtaine de fois dans la salle de conférences du 4 Carlton Gardens à Londres, du 8 juillet 1942 au 27 juillet 1943.

Soucieuse de résoudre la querelle scolaire, elle recommande la fusion des écoles publiques et privées dans une structure nationalisée, mais autonome par rapport à l'État, l'introduction d'un enseignement religieux facultatif et le développement d'un enseignement civique et moral respectueux à la fois des traditions chrétienne et révolutionnaire.

La durée de la scolarité obligatoire, la formation des maîtres, la limitation du nombre d'élèves par classe, le

renouvellement des méthodes et l'orientation des élèves dans un enseignement prolongé et démocratisé sont également esquissés.

CFLN (Comité Français de la Libération Nationale)

Né le 3 juin 1943 à Alger du rapprochement de la France Libre et du pouvoir français exercé en Afrique du Nord par le général Giraud. Pouvoir central, le CFLN dirige l'effort français dans la guerre et exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi.

Liste Bernhard

La liste Bernhard est la première liste établie, dès 1940, par les autorités d'occupation allemande en France pour éliminer des librairies et bibliothèques françaises les livres jugés indésirables par les Nazis : un peu plus de 20 000 livres sont confisqués lors d'un raid effectué dans les librairies de Paris à partir du 27 août 1940. La liste Bernhard fut, fin septembre 1940, englobée dans la liste Otto qui porte à plus de mille le nombre de livres prohibés.



Luftwaffe

Nom donné à l'armée de l'air allemande à sa création, en 1935, par Hermann Göring et toujours employé dans la *Bundeswehr*.

Mouvements et réseaux de résistance :

• Front National

Le Front National ou Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, est un mouvement de la Résistance intérieure française créé par le Parti communiste français le 15 mai 1941 (p24).

FTPF : les Francs-tireurs et partisans français sont créés en 1942 par le Parti communiste français. Ils regroupent des organisations paramilitaires (organisations spéciales, Jeunesses communistes, MOI), et sont placés sous la direction du « Front national » et d'un comité militaire dont Charles Tillon est le commandant en chef. Très structurés, les FTP sont partisans de la guérilla urbaine et de l'action immédiate. En 1944 les FTP, tout en conservant leur autonomie, sont regroupés au sein des FFI.

• OCM (Organisation civile et militaire)

Mouvement de Résistance le mieux structuré et le plus largement implanté dans le Nord-Pas-de-Calais. Il s'y installe en 1942, à l'initiative de l'industriel Roland Farjon. Il recrute parmi les notables et les classes moyennes.

• Réseau Sylvestre-Farmer

Réseau fondé en 1942 à l'initiative du capitaine Michael Trotobas. Il appartient au SOE, service secret britannique ayant pour mission de soutenir les réseaux et mouvements de Résistance français. Le réseau Sylvestre-Farmer s'implante de novembre 1942 à septembre 1944 dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme. Il est spécialisé dans les sabotages et dans la prise de renseignement sur les rampes V1. L'importance du réseau est importante, ce dernier occasionnant de sérieux dommages aux troupes d'occupation notamment par le biais de sabotages.

• Réseau Alliance

L'un de ses principaux buts à sa création, en novembre 1940, est de récupérer des informations, sur les troupes allemandes en France et les transmettre, aux services secrets britanniques (IS ou MI6). Il obtient la filiation au MI6, à Londres et compte plus de 3 000 membres.

STO

Par une loi du 16 février 1943, le gouvernement de Vichy crée le Service du travail obligatoire pour les jeunes gens nés en 1920, en 1921 et en 1922. Des sanctions sont prévues pour les réfractaires. Beaucoup d'entre eux préféreront rejoindre les maquis plutôt que de partir pour l'Allemagne.

Train de Loos

Convoi de déportés, résistants et politiques, affrété le 1^{er} septembre 1944 par les autorités d'occupation allemandes vers les camps de concentration nazis, deux jours avant la libération de Lille. Sur 871 déportés, 561 sont morts en déportation, 275 ont survécu, 13 se sont évadés ; il en reste 22 dont le sort reste inconnu.



Remerciements

Nous tenions à remercier certaines personnes et institutions pour leur aide, l'utilisation ou prêt de leurs documents :

- les archives départementales du Nord
- les archives municipales de Dunkerque
- les archives municipales de Roubaix
- le Centre Régional « Résistance & Liberté » à Thouars
- le Cercle historique du Val de Scarpe
- la Contemporaine
- la Coupole-Helfaut
- la Fabrique de patrimoines en Normandie
- le mémorial Ascq 1944
- le musée de l'Ordre de la Libération
- le musée des écoles à Lille
- le musée du terroir à Villeneuve d'Ascq
- Famille Brenner
- Pierre-Marie Courtin
- Eric Crétel
- Guillaume Delhaye
- Francis Duhem
- Philippe Egu
- Clyde Liénard
- Jacques Kmiecik
- Véronique Kroll
- Famille Schelfout

MUSÉE
DE LA
RÉSISTANCE
DE BONDUES

l'école
et la **RÉSISTANCE**

DU 09
DECEMBRE
2022
AU 08 MAI
2023



Musée de la
Résistance
de Bondues



Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940 - 1945)